

Subject File
Technical Assistance

05/12/1962 - 17/06/1963

2/2

30-07 - Douanes ONO

PLEASE RETAIN
ORIGINAL ORDER

SC
Code Table

UN ARCHIVES

SERIES S-0728
BOX 13
FILE 6
ACC. DAG 13/1.6.1.0.0

CIRCULAIRE DE TARIFICATION N° 12/541) CLIFTOL CONCENTRATED LACTO PROTEIN EXTRACT

Ce produit est composé de : 7,78 % d'humidité, 45,74% de protéines, 1,84% de graisse, 36,65% de glucides, 1,13% de fibres et 6,86% de cendres.

C'est une préparation alimentaire complexe, qui n'est pas seulement du lait en poudre, mais un mélange utilisé dans la fabrication des biscuits.

Tarification applicable 21.07.10

2) TANK RESERVOIR MONTE SUR ROUES

Le tank en question d'une capacité de 200 gallons est monté sur roues et est destiné au transport d'eau/méthanol pour le ravitaillement des avions. Pourvu d'un compteur, d'un filtre, d'un tuyau et d'un robinet réglant le débit, cet engin est à considérer comme une remorque spéciale non automobile.

Tarification applicable 87.14.80

3) TOILES EN FIBRES DE VERRE

Il s'agit de toiles au point de gaze fabriquées avec des fibres de verre et qui sont destinées à la réalisation de chapes d'étanchéité (toitures) au moyen de produits bitumineux. Elles remplacent les toiles de jute actuellement utilisées pour ce genre de travaux. Les chapes d'étanchéité ainsi obtenues sont insensibles à l'action des cryptogames.

Tarification applicable 70.20.40

4) MET-L-IT. ASSORTIMENT

Il s'agit d'un article composite (papier de verre, toile, solvant, mastic, brosse) contenu dans une boîte métallique, facturé ensemble et vendu tel quel au détail. Il est employé pour réparer les fentes et déchirures de carrosseries automobiles, des tuyaux et réservoirs d'eau, des toitures, etc.

La tarification est déterminée par l'article qui confère à l'ensemble son caractère essentiel (Règle 3b/). Or cet article est indubitablement le mastic.

Tarification applicable 32.12.90

5) MET-L-IT

Il s'agit de mastic en pâte employé pour l'obturation des fentes et déchirures. Est importé séparément en boîtes de 12 oz. et 48 oz.

Tarification applicable 32.12.90

6) MET-L-IT SOLVENT

Produit qui sert à diluer le mastic "Met-L-It" ci-dessus et à appliquer le mastic en feuilles. Peut être utilisé comme décapant. Est importé séparément en boîtes de 16 oz et 32 oz.

Tarification applicable 38.19.10

7) MET-L-IT FIBER

Il s'agit de mastic en feuilles, constitué d'une toile enduite de mastic.

Utilisé comme suit : trempé dans le "Met-L-It solvant" et ensuite appliqué sur l'emplacement à obturer. Une couche de mastic en pâte recouvre tout.

Tarification applicable 59.12.10

Tarifications diverses :

- Ferrures de fixation de réservoirs supplémentaires sur des camions automobiles 83.02.90
- Bout de tuyau ouvré destiné à être soudé sur un réservoir à essence de camion automobile 87.06.10
- Attaches pour fardes (twinclip fasteners) 83.05.10
- Sucreries dénommées "Butterscotch" et "Chocolino's" ne contenant pas de cacao 17.04.90
- Cartouches "sparklets" d'anhydride carbonique pour la confection d'eau gazeuse (siphon) 28.13.20
- Fil en nylon non conditionné pour la vente au détail, les tubes pesant plus de 85 gr. Ce fil n'est pas importé par un fabricant 51.01.90 .

CIRCULAIRE DE TARIFICATION N° 11/54

1) "SHELL DILOMA D" "SHELL DILOMA K"

Sont soumis pour tarification les produits "Shell Diloma D" (Snow White Petrolatum) et "Shell Diloma K" (Amber Petrolatum).

Le premier produit, Shell Diloma D, constitue une graisse spéciale à usage médical (vasoline) pour hôpitaux, cliniques, dispensaires, pharmacies. Le second "Shell Diloma K" est une graisse spéciale employée pour la fabrication de cosmétiques etc.

Tarifications applicables : a) Shell Diloma D 27.12.20

b) Shell Diloma K 27.12.30

2) PINCES POUR MANUTENTION DE GRUMES

Ce sont des sortes de tenailles géantes de forme arrondie. Elles constituent des "Outils" spécialement conçus pour la manipulation des bois en grumes.

Tarification applicable 82.03.20

3) "RESIN III" et "RESIN 888"

Ces deux produits contiennent un corps composé du genre "GLYPTAL" qui est une combinaison de glycérine et d'anhydride phtalique. Ils constituent donc des résines synthétiques artificielles, sous forme pâteuse. L'anhydride phtalique est une poudre blanche, il est donc impossible de le confondre avec une résine.

Tarification applicable 39.06.22

4) PLOMBS POUR FUSILS A AIR COMPRI ME (voir CT 5/1956).

5) SONOTONES AUDICLES

Les appareils "Sonotones Audicles" (appareils pour sourds) constituent des récepteurs d'ondes munis d'un système d'amplification.

Tarification applicable 90.19.30

6) LOBSTER BISQUE SOUP

Le "Lobster Bisque Soup" est un potage composé de divers ingrédients parmi lesquels de la viande de langouste, de la laitance et des oeufs de langouste.

Tarification applicable 16.05. -

7) AMPROZYME 200

Une analyse au Laboratoire de Chimie du Gouvernement a fait ressortir que l'"Amprozyme 200" constituait un mélange de sels minéraux du type des mouillants-mordants utilisés dans l'industrie textile. Il est importé en emballages d'un poids brut supérieur à 1 kg 500.

Tarification applicable 34.02.90

8) PLACEBO -CAMOQUIN

Ces deux produits sont des antimalariens synthétiques, dérivés de la quinoléine. Leur analyse chimique a fait ressortir qu'ils ne contiennent pas de quinine.

Tarification applicable 30.03.90

CIRCULAIRE DE TARIFICATION N° 10/54

1) VÊTEMENTS DE DESSUS POUR HOMMES ET GARÇONNETS, EN MATIÈRE PLASTIQUE

La note 1^{re} du Chapitre 61 du Tarif des Droits d'Entrée précise que ce chapitre ne comprend que les articles confectionnés en tissu ou en feutre.

D'autre part, la position 39.07 comprend les vêtements et accessoires du vêtement, confectionnés par couture ou collage au moyen de matières plastiques artificielles en feuilles. En conséquence, les tarifications suivantes sont d'application :

- a) Vêtements de dessus pour hommes et garçonnets, en tissu fabriqué à l'aide de fils de fibres textiles synthétiques et artificielles 61.01. -
- b) Vêtements et accessoires du vêtement, confectionnés à partir de matières plastiques artificielles en feuilles 39.07.30.

2) PRODUIT DENOMME "JAUNE CITAZOLO G.125"

Il s'agit d'un colorant synthétique organique, dérivé du naphthalène. Est utilisé pour la teinture des tissus.

Tarification applicable 32.05.90

3) PRODUIT DENOMME "SEL DE ROUGE SOLIDE ZNC 40%"

Importé en fûts de 50 kgs il consiste en une matière colorante synthétique organique, dérivée de l'aniline. Est utilisé pour la teinture des tissus.

Tarification applicable 32.05.90

4) PRODUIT DENOMME "SPOSS PERMANENT STARCHER"

Ce produit qui est utilisé pour empeser le linge est insoluble dans la ligroïne, soluble dans l'acétone chaud et présente une réaction de Liebermann Storch positive. Il s'agit donc d'un dérivé polyvinylique, présenté sous forme d'émulsion. D'après le a) de la note 3 du chapitre 39, ce produit est à ranger sous la position 39.02.29

5) PRODUIT INSECTICIDE DENOMME "CHLORDANE 100%"

Il s'agit d'un produit insecticide qui satisfait aux spécifications de l'organisation mondiale de la Santé.

Il est composé de :

64% d'octachloro- 1, 2, 4, 5, 6, 7, 8, 8-tétrahydro 3 a, 4, 7, 7 a méthano - 4, 7 - indane;

36% de composés apparents non définis, également insecticides.

Tarification applicable : 38.12.34

6) TARIFICATIONS DIVERSES :

Tripes de bovidés (estomacs) 05.04.30

Verre martelé dénommé "Hammered Aklo Glass" 70.04.10

Plaques de fixation pour sièges d'avion 83.02.90

Couleur à l'émail dénommée "OPAL GLO" 32.09.42

Carton coloré en surface 48.07.90

Blouson en bonneterie non élastique 60.04.90

CIRCULAIRE DE TARIFICATION N° 9/54

1) "BOCKOSOL 888"

Il s'agit d'une résine artificielle obtenue par l'action d'alcools polyhydriques supérieurs sur des acides polybasiques supérieurs, vulgairement dénommée "Résine alkyde".

Tarification applicable 39.01. -

2) BANDES EN MATIERE PLASTIQUE POUR LA FABRICATION DE CEINTURES

La bande soumise est composée de 3 bandes bien distinctes collées l'une sur l'autre : une blanche de fond, une jaune au milieu portant le dessin et une transparente gaufrée recouvrant la seconde. L'assemblage des 3 bandes en question constitue une surraison supérieure à celles admises par la note 3 d. du Chapitre 39.

Tarification applicable 39.07.99

3) "AROPLAZ - 906 X"

Il s'agit d'une résine alkyde du type glycérophtalique ne renfermant pas de solvant.

Tarification applicable 39.01. -

4) APPLICATEUR NASO-PHARYNGIEN

Il s'agit d'un tube métallique dont un des bouts contient 50 mgr. de radium. A l'intervention d'un médecin spécialisé, cet instrument est enfoncé dans le nez pour des traitements médicaux bien déterminés. L'appareil médical complet (tube et radium) est à ranger sous la position N° 90.17.80

Le radium qui serait importé séparément, isolé dans un emballage approprié en plomb, est à ranger sous la position 28.50.10

Au surplus, l'importation uniquement de radium est soumise à licence "Importation: médicaments".

5) INSTALLATION A DIPPER LE BETAIL DENOMME "COOPER CATTLE SPRAY RACE" (voir CT 2/57)

Le "Cooper Cattle Spray Race" qui est une sorte de portique constitué par des tubes percés de trous, dans lequel on fait passer le bétail à "dipper", est composé de deux parties essentielles :

1° le pulvérisateur proprement dit, comprenant le système de pulvérisation avec cadre, tuyaux, porte-becs et son couloir intérieur :
Tarification applicable 84.21.80

2° Une pompe centrifuge :
Tarification applicable 84.10.60

6) MACHINE POUR LE DEBROUSSAILLEMENT et le nettoyage superficiel d'un terrain. Cet engin dénommé "Roto Speed Cutter" comprend trois lames rotatives qui tournent à une vitesse en rapport avec celle à laquelle la machine se déplace. Coupe à ras du sol les broussailles ou les chaumes.

Tarification applicable 84.24.80
(voir CT 15/53)

7) TARIFICATIONS DIVERSES

- Plaque carton bitumé revêtu d'un fin gravier. La marchandise dénommée "Icopal B" est d'une composition complexe à base d'asphalte 68.08.10
- Seaux émaillés 73.38.33
- Pont roulant de lavage pour voitures automobiles 84.21.80
- Gratte-pieds, en tôle d'acier galvanisée 73.38.36
- Pots en tourbe pour la culture des plants 68.16.20 .

30-07

CIRCULAIRE DE TARIFICATION N° 8/54.1) VERNIS ASPHALTIQUE

L'analyse effectuée a révélé que ce liquide a les caractères d'un goudron de houille et qu'il est exempt d'eau et de matières minérales.

En conséquence, tarification 27.06.10

S'il s'agissait d'un mélange ou d'une émulsion - même avec de l'eau - le produit serait classé sous le N° 27.16.

2) PHOSPHATE BICALCIQUE

Tarification applicable : 31.03.40

3) ENDUITS ET MASTICS BITUMINEUX

Les produits soumis ont été examinés au Laboratoire de l'Administration.

I - Sobilac A.A. : liquide noir, très fluide, consistant en un mélange de bitumes et d'hydrocarbures aromatiques légers. A considérer comme vernis bitumineux de la position 32.09.41

II - Sobilac rapide : liquide noir, très fluide, consistant en un mélange de bitumes et de white spirit.

Comme ci-dessus, tarification N° 32.09.41

III - Sobilac normal : liquide noir, assez fluide, consistant en un mélange de bitume et de white spirit.

Tarification : 32.09.41.

IV - Sobixol : liquide noir, consistant en un mélange d'hydrocarbures dérivés du goudron de houille et du pétrole.

L'importateur déclare que ce produit doit être considéré comme une peinture industrielle bon marché.

Comme il s'agit d'une peinture bitumeuse, le classement sous le N° 32.09.49 est à retenir.

V - Sobex liquid rouge : pâte rouge-brun, consistant en un mélange de bitumes (houille et pétrole), d'amiante et autres matières minérales, et de white spirit.

Les mastics d'asphalte et autres mastics bitumineux sont à exclure de la rubrique 32.12 et à ranger sous le N° 27.16.10.

VI - Sobex plastic, noir : pâte noire, très consistante consistant en un mélange de goudron, d'amiante et autres matières minérales.

Tarification 27.16.10

VII - Sobiclay pavement, noir : pâte brun-noir, consistant en une émulsion aqueuse de goudron, additionnée de matières azotées et chargée de matières terreuses.

La présence de matières azotées n'est pas de nature à faire exclure le produit du N° 27.16.10.

VIII - Sobiclay normal noir : pâte noire consistante, consistant en une émulsion aqueuse de bitumes, contenant un peu de matières terreuses, à classer sous le N° 27.16.10.

4) AMIDON MODIFIE "TEXIFLEX 4"

Voir CT 6/56

5) CHARGES POUR SOUDURE

Les charges en question sont composées de battitures de fer, d'oxyde de fer et d'aluminium granulé. Chaque charge est logée avec quelques accessoires dans une boîte métallique.

Les produits de l'espèce sont visés dans la position 38.13 qui comprend "les mélanges de granulés ou poudre d'aluminium avec divers oxydes métalliques (l'oxyde de fer par exemple) employés comme générateurs de chaleur intense (procédé de l'alumino-thermie) dans les opérations de soudage autogène, etc."

6) DURCISSEUR POUR COLLAGE A CHAUD

Selon le chimiste, le produit consiste en un mélange de chlorure d'ammonium et d'hexaméthylènetétramine, à ranger sous le N° 38.19.10.

En effet, conformément à la Note 1. de chacun des Chapitres 28 et 29, ceux-ci ne comprennent - sauf dispositions spéciales contraires - que les éléments chimiques et les compositions chimiquement définies, à l'exclusion de tout mélange qui présenterait le caractère de préparation. Le mélange visé ci-dessus n'étant pas spécialement dénommé ou compris ailleurs, il ne reste que la position 38.19.

7) IMAGES

L'envoi se composait d'une série de deux cahiers de quatre pages revêtues tantôt d'un côté, tantôt de l'autre, d'une image avec brève légende imprimée.

Ces "cahiers" ont été intercalés dans une publication hebdomadaire imprimée au Congo, après avoir été revêtus, au verso de l'image, de noms de firmes faisant de la publicité dans le dit hebdomadaire.

Les illustrations en question n'avaient aucun caractère publicitaire au moment de leur importation. Il convient de s'en tenir à la règle de l'imposition des marchandises dans l'état où elles sont présentées à la douane.

Dès lors, la déclaration sous le N° 49.11.40 est à rejeter et il faut appliquer le N° 49.11.90.

8) BOULONS ET CLES D'ANCRAGE

Les boulons d'ancrage sont constitués par une tige de fer dont une extrémité est recourbée en forme de crochet, l'autre étant filetée et munie d'un écrou.

Les clés d'ancrage consistent en simples barres d'acier.

Les articles en question seront utilisés dans une construction métallique, dont ils constituent le premier envoi. L'importateur les a déclarés sous le N° 73.21, ce qui revient à considérer comme construction métallique tous les éléments entrant dans une construction déterminée, même s'ils sont présentés en envois échelonnés.

Cette façon de voir, si elle était suivie, aboutirait à ranger parmi les constructions métalliques des articles tels que des tôles, des profilés non travaillés, des rivets, des boulons, etc. ..., (qui doivent de par le tarif suivre le régime qui leur est propre).

En conséquence, la prétention de l'importateur n'est pas à retenir et il est décidé d'adopter les tarifications suivantes :

- les clés d'ancrage (barres) 73.10.91 ou .99
- les boulons d'ancrage 73.32.90.

9) CAISSES METALLIQUES REPLIABLES

Ces caisses, construites en tôle d'acier ou d'aluminium, conviennent pour le transport de marchandises. Elles sont munies de poignées, de charnières et d'un système de fermeture. Leur stockage et aussi le retour à vide sont facilités du fait qu'elles sont repliables.

Il est décidé des tarifications suivantes :

- pour les caisses en acier 73.23.
- pour les caisses en aluminium 76.10.

10) LANTERNES AU PETROLE, A FEU CLIGNOTANT, DITES "LE CLIGNISCOPE"

Les lanternes en question sont formées d'une enveloppe pyramidale en tôle peinte, pourvue d'une poignée. Trois des côtés comportent une lentille rouge. A l'intérieur de cette enveloppe se place la lampe à pétrole, à feu clignotant. Elles servent à signaler les obstacles, tels que chantiers sur route ou en ville. Elles peuvent aussi servir à baliser des terrains d'aviation, des cours d'eau ou des voies de chemins de fer.

Les tarifications suivantes sont à appliquer pour l'envoi sous revue :

- les lanternes "Cligniscope" complètes et les lampes avec bec 83.07.60
- les mèches 59.14.10
- les becs de rechange 83.07.20
- les lentilles de rechange 70.14.30

11) PORTIQUE POUR PERCEUSE

Le portique est construit en acier et muni, à chaque extrémité, de deux galets ou roues pour son déplacement sur rails. L'écartement entre les roues est de 4,80 m.

Ce portique, sur lequel sera fixée une machine à forer, circulera au dessus d'une fosse. Les pièces à forer se placent dans la fosse et la perceuse est amenée au moyen du portique à l'endroit voulu pour effectuer le forage des pièces.

Pareil dispositif doit être considéré comme un engin de manutention et, dès lors, le N° 84.22.80 lui est applicable.

12) APPAREIL DENOMME "ROOT RIPPER"

Cet appareil est composé d'un tracteur à chenille et d'un extirpateur (Root Rake) ne constituant pas un tout inséparable.

Il est utilisé dans les travaux de défrichement pour arracher les racines des plantes et des arbres, en vue de préparer les terrains pour la culture, ou pour l'aménagement de plaines de sport, d'aérodromes, de routes, etc.....

L'équipement amovible du "Root Ripper" ne constitue pas un appareil spécifiquement agricole de la position 84.24, mais plutôt un appareil de décapage, de terrassement, de nivellement de la position 84.23 par analogie avec certains équipements de bulldozers pour l'abattage des arbres par poussée, pour couper les broussailles, etc.

En conséquence, il y a lieu d'appliquer les tarifications suivantes :

- l'extirpateur (Root Rake) 84.23.80
- le tracteur à chenilles 87.01.30.

13) MACHINES A COUDRE "JUWEL"

Il s'agit de machines sans bâti, à coudre au point de chaînette, mues à la main.

Le Modèle K 51 pèse 3,5 kg et le modèle miniature environ 900 grammes.

L'importateur a déclaré les deux types au régime des machines à coudre alors que la douane veut les considérer comme des jouets.

Aucune règle générale ne permet de tracer la démarcation entre objets d'amusement et objets à caractère éducatif ou utilitaire. C'est une question de fait et chaque cas doit être examiné séparément.

Il est signalé que la douane belge a admis le modèle K 51 au régime des machines à coudre. Des machines d'une autre marque, mais d'une conception analogue au modèle miniature et pesant jusqu'à 1,350 kg, ont été considérées comme jouets.

En conséquence, il y a lieu de ranger

- le modèle K 51 sous le 84.41.21
- le modèle miniature sous le 97.03.30.

14) TÔLES POUR CARROSSERIE DE WAGON

Il s'agit de tôles rectangulaires, pliées et nervurées par estampage. Elles sont destinées aux toitures de wagon de chemin de fer.

L'ouvrison qu'elles ont subie n'est pas citée parmi les opérations simples prévues à la Note 1 n du chapitre 73 et leur a fait perdre le caractère de tôles.

Leur destination étant reconnaissable, c'est à bon droit qu'elles ont été déclarées sous le N° 86.09.90.

15) MICROSCOPE UNIVERSEL A CHAMBRE PHOTOGRAPHIQUE

Le microscope est livré avec :

- un équipement pour examens par réflexion;
- un équipement pour lumière polarisée,
- une combinaison pour lumière réfléchie,
- un équipement pour la microphotographie (comprenant deux objectifs photographiques et une lentille condensatrice ou condensateur à verre de bésicles),
- un micro-duromètre,
- une lampe à arc et en outre, des châssis et autres accessoires rentrant dans les équipements ci-dessus ainsi que des ampoules électriques de 6 V et 100 paires de charbon pour la lampe à arc.

Tous ces articles sont facturés séparément.

Il ne s'agit pas d'un microscope électronique et par conséquent la déclaration sous la position N° 90.11 doit être rejetée.

Reste dès lors à voir s'il rentre dans la position 90.07 qui vise les appareils pour la microphotographie ou dans le N° 90.12 consacré aux microscopes.

En effet, l'instrument de base consiste bien en un microscope et les divers équipements qui l'accompagnent doivent permettre de combiner différentes méthodes d'examen en vue d'étudier d'une façon plus précise la structure des objets examinés. L'étude repose toujours sur l'examen microscopique.

Compte tenu des dispositions de la Note 2 du chapitre 90, les équipements suivent le régime du microscope, exception faite pour les charbons et les lampes électriques.

En conclusion, les tarifications suivantes sont d'application :

- le microscope avec ses équipements de complément	90.12.20
- les ampoules électriques	85.20.22
- les charbons pour lampe à arc	85.24.90

X
X X

Au Au sujet du microscope universel soumis, il est précisé que la macrophotographie s'entend des photographies dans lesquelles l'objet est reproduit, soit en grandeur naturelle, soit agrandi mais dans une limite ne dépassant pas 40 fois la grandeur de l'objet à reproduire. Au delà de cette limite, on entre dans le domaine de la microphotographie.

16) APPAREIL DIT "PERIGRAPHE"

L'appareil en question permet le levé des profils en travers des tunnels, galeries, puits verticaux de mines, au cours de leur creusement.

Il se compose d'un chariot de base muni de roues, sur lequel est montée une colonne télescopique. Sur la tête de la colonne est fixé l'équipement mobile constituant l'appareil de mesure proprement dit avec le châssis porte-graphiques. Pour le transport, l'appareil est logé dans deux malles, le chariot restant à nu.

Le principe de fonctionnement de cet appareil est basé sur celui du pantographe.

Il y a lieu d'imposer l'appareil complet, y compris le chariot de base et les malles sous le N° 90.16.40.

Quant au papier calque, en rouleaux, il est admissible sous le N° 48.03.--.

30-07

CIRCULAIRE DE TARIFICATION N° 7/54.

1) THINNER

Ce produit est de l'alcool amylique commercial se composant d'alcool amylique normal mélangé avec de l'alcool isoamylique.

Tarification applicable 38.18.10

2) PRODUIT "LUBARIT" ET "CARAMBA"

Ce produit se compose de graphite colloïdal en suspension dans de l'huile légère minérale. Il est utilisé pour la lubrification de toutes les articulations mécaniques.

Tarification applicable 27.10.38

3) "BEAUCAIRE DRY CLEANER"

D'après l'analyse chimique, ce produit consiste en un mélange d'hydrocarbures et d'alcylhalogènes, dont le trichloréthylène. Est utilisé comme détachant.

Tarification applicable 38.19.10

4) PRODUIT "PECTOSOL"

D'après l'analyse chimique, ce produit consiste en un mélange de silicate double de calcium et de sodium et d'une substance végétale (genre coque d'arachides). Est utilisé pour stabiliser le sol, en vue de la fabrication de blocs de terre pour la construction et rendre plus résistantes les fondations des routes en terre.

Tarification applicable 38.19.10

5) REVOLVER ET CARTOUCHES POUR ABATTAGE DU GROS BÉTAIL

Il s'agit d'un engin improprement dénommé "Révolver" ne tirant pas de balle mais tuant par déclenchement d'une tige intérieure pénétrant dans la boîte crânienne du bétail en la défendant. Cette tige est projetée sous l'effet d'une cartouche à explosif agissant sur la base de la tige.

Tarifications applicables :

Pistolet d'abattage à chevilles 93.04.90
(voir N° 17/55)

Pistolet d'abattage à balles 93.02.39
(voir N° 17/55)

Cartouches 93.07.39

Quoique étant rangées dans le chapitre 93, les cartouches ne sont pas des munitions au sens de la législation sur les armes à feu et leurs munitions. En conséquence, aucune autorisation spéciale n'est requise pour l'importation de ces cartouches (DM. N° 532/339/E3-14 du 2 avril 1954).

6) TARIFICATIONS DIVERSES

- Colle d'amidon dénommée "Dry Glue Arabol" 35.05.20

- Stéréoscopes autres que jouets 90.13.80

- Biberons en matières plastiques (polyéthylène) 39.07.40
(voir N° 12/54)

7) MACHINE "BRADMA"

La machine "Bradma" sert à impressionner en creux des plaques en métal qui seront ultérieurement utilisées dans une machine ou appareil à imprimer les adresses (adressographe). Cette machine est à ranger sous la position 84.54.30.

Les plaques métalliques non estampées mais reconnaissables comme telles pour machines à imprimer les adresses 84.55.10

Les plaques métalliques non estampées et non reconnaissables comme telles pour machines à imprimer les adresses 73.40.99 .

CONGO

N° 33/2802.D.5.09

30-07

CIRCULAIRE DE TARIFICATION N° 6/54.

1) NESCAO NESTLE

L'analyse chimique a fait reconnaître que ce produit se composait de lait, de sucre, d'extrait de malt et de cacao. Ce dernier produit dans la proportion de 16,5%.

Tarification applicable 19.02.30

2) PRODUIT "HARPIC"

poudre à récurer, employé spécialement pour le nettoyage des cuvettes W.C.

Tarification applicable 34.05.10

3) SAL-FERRICITE-METALLIC-HARDENER

Produit dont les composants sont le fer, le carbone et le silicium. Est utilisé pour être mélangé au ciment pour durcir les pavements en béton.

Tarification applicable 73.04.10

4) TARIFICATIONS DIVERSES

- Mélangeurs électriques 85.06.49
- Bande "Prestik" composée de 33% amiante et 67% de mélanges bitumeux 68.08.10
- Poignées pour guidons de vélos quelle que soit la matière ... 87.12.30
- Meuble métallique servant de support à un appareil duplicateur 94.03.40
- Machine à coudre - jouet 97.03.30
- Matrices pour machine-outil 82.05.20
- "Master air valve" appareil destiné à régler l'écoulement d'un fluide dans des conduites 84.61.90
- "Drain Mobile" - Récipient muni d'un entonnoir réglable et d'un indicateur de niveau, dans lequel on recueille l'huile usagée provenant de la vidange d'un moteur de véhicule 73.40.99

CIRCULAIRE DE TARIFICATION N° 5/54.

1) "SEL ECARLATE SOLIDE T"

Poudre jaune clair, consistant en un diazo stabilisé de la dichloraniline.

Selon le Chimiste de l'Administration, il s'agit d'un sel de diazonium présenté isolément. Il est par conséquent exclu de la position 32.05.

Tarification 29.28.10

2) "PARADONE BLUE R 5 850%"

Poudre bleue que le Chimiste de l'Administration a identifié comme étant un colorant organique synthétique

Tarification : 32.05.90

3) "JAUNE RAPIDOGENE 14 G"

Il résulte de l'analyse effectuée au Laboratoire de l'Administration que le produit consiste en un mélange d'un diazo stable (composé diazoaminé) et d'un copulant.

C'est donc une matière colorante organique synthétique, à ranger sous le N° 32.05.90

4) "SEL RAPIDOGENE A"

L'analyse effectuée au Laboratoire de l'Administration a révélé que le produit en question consiste en monochloracétate de sodium, ou autre sel de composition très voisine, relevant de la position 29.14.90.

5) PRODUIT DENOMME "SEL BOLIDEN A"

Sulfate de zinc

L'envoi comprenait 30 fûts de sulfate de zinc et 60 fûts de "Sel Boliden A". La facture mentionnait que ces produits devaient être utilisés pour l'imprégnation des bois.

Le sel Boliden consistant en un mélange de produits chimiques avait été imposé sous la position N° 38.11.70.

Quant au sulfate de zinc, il avait été imposé sous le N° 28.38.90.

Le destinataire estimait que le sulfate de zinc aurait dû être classé également sous le N° 38.11.70

Le sulfate de zinc a été correctement déclaré et la requête n'est donc pas susceptible d'être accueillie.

Par ailleurs, il ressort des explications fournies par l'intéressé que le sel Boliden ne peut agir comme préservatif du bois qu'après l'adjonction d'une proportion déterminée de sulfate de zinc. C'est le mélange ainsi obtenu qui constituera la préparation pour l'imprégnation des bois. Ce qui revient à constater que le sel Boliden ne rentre pas dans la position 38.11 mais doit être tarifé selon son régime propre, sous la position 38.19.10.

6) CAHIERS SCOLAIRES

Des cahiers scolaires, destinés à apprendre à écrire, ont été déclarés comme livres d'études du N° 49.01.

Ils portent, à chaque page, des lettres, des groupes de lettres ou des mots que l'élève devra recopier plusieurs fois sur les lignes suivantes.

Tarification : 48.18, par application de la Note 8 du Chapitre 48.

7) TOLES CANNELEES ET PLAQUES, EN ACIER, UTILISEES COMME JOINTS DANS LES REVETEMENTS REFRACTAIRES DE FOURS INDUSTRIELS

Les tôles cannelées, de forme rectangulaire, seront placées verticalement entre les briques réfractaires pour servir de joints de dilatation.

Quant aux plaques, de forme trapézoïdale, elles sépareront horizontalement les différentes couches de briques.

Ces articles ne présentent pas de caractéristiques suffisantes pour être considérés comme pièces détachées de fours industriels.

Dès lors, ils doivent suivre le régime qui leur est propre.

Les classifications suivantes sont à adopter :

- les tôles rectangulaires cannelées 73.13.60
- les plaques trapézoïdales 73.13.38

8) POTEAUX TUBULAIRES POUR LIGNES ELECTRIQUES

Chaque poteau est formé de :

- trois tronçons de tubes filetés (dont deux rétreints à une extrémité) se fixant bout à bout au moyen de raccords;
- d'un "bonnet" en fonte se plaçant au sommet du poteau;
- d'une tige filetée à fixer dans le bonnet, et
- d'une plaque de base avec quatre crampons d'ancrage.

Se référant à une décision antérieure relative à des échafaudages tubulaires (circulaire de tarification N° 12/53), l'importateur a déclaré les divers éléments constitutifs des poteaux à leur régime propre.

Le Vérificateur réclame l'application du N° 73.21.34 pour l'ensemble.

La décision concernant les échafaudages tubulaires était basée sur le fait qu'ils ne constituaient pas comme tels des articles de commerce; en effet, les éléments constitutifs (tubes et pièces de raccordement) font l'objet de transactions distinctes et les combinaisons d'assemblage sont multiples.

Il n'en est pas de même des poteaux qui constituent, même à l'état non assemblé, des articles complets.

En conséquence, l'application du N° 73.21.34 à l'ensemble est fondée.

9) AXES ET PIVOTS POUR MATERIEL ROULANT DE CHEMIN DE FER

Il s'agit d'axes pour attelages de wagons et de pivots pour boggies.

Ces articles ne peuvent se comparer aux goupilles dont il est question à la rubrique 73.32.

Ils constituent bien des pièces détachées de matériel roulant de chemin de fer rentrant dans les prévisions du N° 86.09.90.

Bien entendu, les articles courants de boulonnerie, même utilisés dans du matériel roulant de chemin de fer, restent au N° 73.32.

10) PAROIS RAINUREES POUR PLAQUES DE SEPARATION DE BACS A COAGULER LE LATEX

Les plaques en question seront placées à l'intérieur des bacs à coaguler le latex, pour tenir en place les parois de séparation. Elles sont importées isolément.

Elles sont en aluminium coulé et ont été ouvrées postérieurement au coulage. Leur forme et l'ouvrison subie ne permettent plus de les assimiler aux planches de la position 76.03. Le classement sous le N° 76.16.91 s'impose.

11) SCELLES ET AGRAFES(BOUCLES) POUR LE CERCLAGE DES EMBALLAGES

Les scellés rentrent incontestablement dans la position 83.13.50.

Quant aux agrafes rectangulaires, percées d'un trou rectangulaire pour feuillards de cerclage, il n'est pas douteux qu'elles peuvent être rangées parmi les "accessoires pour l'emballage, similaires aux scellés", cités dans le libellé même de la position. Dès lors, tarification sous le N° 83.13.90.

12) ENGIN DE MANUTENTION DENOMME "HYSTER KARRY KRANE"

Il s'agit d'une grue montée à demeure sur un chariot de manutention du type spécialisé à la position 87.07.

Les engins en question sont à ranger sous le N° 87.07.20 (voir circulaire de tarification N° 20/53).

13) DUMPERS (voir CT 5/60)

CIRCULAIRE DE TARIFICATION N° 4/54.

1) "HOURMETER"

Le Hourmeter est un appareil électrique totalisant le nombre d'heures qu'un moteur, sur lequel il est monté, fonctionne. Il est muni de quatre aiguilles. La plus petite tourne visiblement quand l'appareil fonctionne, les trois autres indiquent respectivement les dizaines, les centaines et les milliers d'heures de marche. En somme, il s'agit d'un compteur de temps que les notes explicatives rangent dans le chapitre 91.

Tarification applicable 91.05.10

2) Appareil "OZONISEUR"

Il s'agit d'un appareil produisant de l'ozone nécessaire à la désodorisation de locaux divers (hôpitaux, morgues, laboratoires, cuisines, etc.). N'étant pas employé dans le traitement des maladies, la rubrique 90.18.20 doit être écartée. La position applicable est à rechercher dans le chapitre 85 puisqu'il s'agit d'un appareil électrique.

Tarification applicable 85.22.20

3) Goulots pour bidons métalliques

Il s'agit de goulots pour bidons métalliques pourvus d'une capsule de sûreté et d'un bouchon fileté avec plaque en liège.

Ces goulots ont été imposés comme bouchons sous le N° 83.13.90. Or, cette position ne s'applique qu'aux bouchons, bondes, plaques, etc. ...

Les goulots avec mode de fermeture tels qu'ils sont présentés constituent des parties d'emballage. Les emballages visés sont tarifés sous le N° 73.23 qui ne se rapporte qu'à des emballages complets. Il ne reste donc qu'à ranger les goulots dans les ouvrages en fer, fonte ou acier de la position 73.40.91 et 73.40.99 .

Tarifications diverses :

- Doigtiers en caoutchouc utilisés en médecine ou en chirurgie 40.12.10
- Blocs-notes de rechange portant une inscription réclame 48.18.30
- Pincettes de connexion pour batteries 85.19.49
- Bouches d'air pour avion 88.03.90
- Manchons (voir 8/56)
- Carnets-blocs notes (reliures en matière plastique et feuillets importés en même temps et en nombre correspondant) 48.18.30
- Scaphandre complet avec pompe à air, équipement téléphonique, tuyaux et câbles 84.59.80
- "Acoustique Cement" produit bitumeux 27.16.10
- Plaque "Traverton Armstrong" d'une composition complexe renfermant 58,65 % d'asphalte 68.08.10

CIRCULAIRE DE TARIFICATION N° 3/1954.

1) CONSERVES DE VIANDE

Dans la position consacrée aux conserves de viande des espèces bovine et ovine, les sous-positions 16.02.41 et 16.02.42 visent celles qui sont simplement bouillies, même si elles sont additionnées d'épices, de farine ou de féculés, mais non autrement préparées (genre corned beef ou pains de viande, précise le tarif).

On soumet la question de savoir si des conserves dénommées "Carbonades flamandes" et logées en récipients hermétiquement fermés sont à considérer comme simplement bouillies ou à ranger dans les autres conserves du N° 16.02.92.

L'examen de l'échantillon montre qu'il ne s'agit pas d'une viande simplement bouillie, d'où la tarification 16.02.92.

2) FURNACE OIL

Huile de couleur noirâtre.

D'après le Chimiste de l'Administration, le produit présente les caractéristiques du fuel oil.

Tarification :L..... 27.10.33

3) PERSPEX ONDULE

Matière plastique artificielle, à base de résine acrylique. Se présente en feuilles transparentes ondulées utilisées pour la toiture. L'ondulation serait obtenue par pressage à chaud en cours de fabrication.

La Note 3 du Chapitre 39 indique les formes sous lesquelles les matières plastiques artificielles peuvent être admises sous les positions 39.01 à 39.06. Il y est notamment question de feuilles carrées ou rectangulaires, même ouvrées à la surface ou imprimées et également de profilés.

L'ondulation obtenue en cours de fabrication ne peut pas avoir pour effet d'exclure les feuilles des positions 39.01 à 39.06. (en l'occurrence 39.02).

Toutefois, les articles soumis étant arrondis aux quatre coins, il y a lieu de leur appliquer le N° 39.07.99 (voir N° 14/54).

4) CEINTURES DE SURETE POUR TRAVAILLEURS

Ceintures du genre de celles qu'utilisent notamment les poseurs de lignes téléphoniques, conjointement avec des grimpettes.

Lorsqu'elles sont en tissu, elles appartiennent à la position 62.05. Par application de la Note 3. du Chapitre 42, celles en cuir sont à ranger sous le N° 42.03.20.

5) TORCHONS HYDRE

Ces torchons sont en tissu molletonné, de couleur blanche. En tant que torchons, ils appartiennent à la sous-position 62.05.30

6) COLLIERS EN VERROTERIE

Ces colliers sont constitués par de petites perles de verre coloré, enfilées sur un fil qui est lui-même enroulé autour d'un cordonnet ou d'une tresse tubulaire de 1 yard de longueur.

Ils ne comportent pas de fermeture. Ils seront portés tels quels par les indigènes, qui les fermeront sans doute en nouant les deux bouts libres du cordonnet.

La position 71.16 (Bijouterie de fantaisie) est à écarter (voir Note 10 du Chapitre 71). En effet, les matières textiles servant à l'assemblage n'entrent pas en ligne de compte et il n'y a donc pas deux matières différentes.

Il ne reste alors que la position 70.19, où seule la subdivision 90 est à retenir (voir le littéra E. de la Note Explicative du N° 70.19).

7) FERS PLATS PERFORES

On soumet des fers plats, galvanisés, de 30 x 4 mm ou de 20 x 3 mm, perforés dans le sens de la longueur. Ils serviront à la construction d'attaches pour le placement de câbles.

Ces objets ne peuvent être considérés comme feuillards, puisque leur épaisseur excède le dixième de leur largeur (Note 1 du Chapitre 73).


D'autre part, la Note légale 1 p du même Chapitre ne considère comme barres que les produits de section pleine. Cependant, les Notes Explicatives du N° 73.10 admettent que les barres peuvent être perforées parce que ce perçage n'a pas pour effet de conférer aux produits de l'espèce le caractère d'articles ou d'ouvrages repris ailleurs.

La galvanisation n'ayant pas d'influence sur le classement, les fers plats perforés sont à ranger sous le N° 73.10.

8) TOLES GOUTTIERES

Ce sont des tôles rectangulaires, simplement cintrées et galvanisées. Lorsque leur largeur à plat dépasse 500 mm, elles suivent le régime des tôles du N° 73.13.

Lorsque leur largeur à plat est égale ou inférieure à 500 mm, on peut les ranger parmi les feuillards du N° 73.12. Les Notes explicatives afférentes à cette position admettent, en effet, des opérations simples, telles que le striage, le gaufrage, etc. Or, la définition légale des tôles prévoit que celles-ci peuvent être cintrées ou ondulées : il n'y a pas de raison pour ne pas admettre ces mêmes opérations quand il s'agit de feuillards.


Quant aux tôles gouttières à rebords (donc à la fois cintrées et pliées ) , elles ont le caractère d'articles façonnés pour le bâtiment et sont à ranger au N° 73.40. En zinc, ces articles sont dénommés au N° 79.05.

9) TOLES FAITIERS

Tôles simplement pliées.

Par analogie avec ce qui est dit au point précédent :

- d'une largeur à plat dépassant 500 mm 73.13
- d'une largeur égale ou inférieure à 500 mm 73.12

Quant aux tôles faitières à boule (donc pliées et cintrées ) , elles sont à ranger au N° 73.40 (en zinc, au N° 79.05).

10) POUTRELLES CREY PREFLEX

Il s'agit de poutrelles métalliques dont l'aile inférieure a été enrobée de béton et qui constituent des éléments de ponts.

Position applicable : 73.21.31

11) BOBINES EN TOLE D'ACIER, POUR CABLEUSES

Ces bobines recueillent le fil d'acier sortant de la machine à tréfiler. Munies de ce fil, elles sont ensuite placées sur la câbleuse, pour la fabrication du câble.

La Note légale 1 c. de la Section XVI exclut du Chapitre 84 les tubes et autres supports similaires en toutes matières.

Dans ces conditions, il n'est pas douteux que les bobines en tôle pour câbleuses sont à classer parmi les ouvrages du N° 73.40.99.

12) TANKS A LATEX (Latex screening tanks)

Réservoirs rectangulaires en aluminium, dont le fond est en forme d'entonnoir pour servir au filtrage du latex après la récolte.

Ils ne comprennent aucun dispositif mécanique ou thermique. Des profilés sont fixés transversalement aux parois pour retenir des tamis.

Tarification : 76.09.10 ou 76.16.60, selon la contenance.

13) TAMIS POUR TANKS A LATEX (Latex screening boxes)

Le cadre de ces tamis est en aluminium; leur treillis est en fil d'acier inoxydable.

Ils sont destinés aux tanks dont traite le point précédent de la présente circulaire.

Tarification des tamis importés séparément : 76.16.99

14) CAMIONS AVEC EQUIPEMENTS INTERCHANGEABLES

Le bulletin de soumission indique :

"Appareillage convertible "Schield Bantam", monté sur camion, pouvant être utilisé comme pelle mécanique, comme machine à creuser les tranchées ou comme grue".

Un excavateur monté sur chenilles et pouvant être équipé en grue a été rangé sous la position 84.23 (voir C.T. 12/53). Dans le cas soumis, il s'agit toutefois d'un engin sur roues, présentant les caractéristiques d'un camion automobile, complété par une cabine d'où seront actionnés les engins spéciaux faisant office de pelle, de grue, etc.

Le camion et sa cabine de commande constituent une automobile à usages spéciaux, du genre des voitures - grues spécialement dénommées à la position 87.03.

Quant aux équipements interchangeables (grue, pelle, etc...), qui sont importés non montés, il y a lieu de les classer, selon le cas sous le N° 84.22 ou 84.23.

15) BACS DE CHARGEMENT (Load Lugger).

Ce sont des bacs, convenant pour le transport de terres, de charbon, etc. et conçus en vue d'être chargés sur des camions. La prise à bord des camions et la remise à terre sont effectuées au moyen d'un système hydraulique monté sur le camion même.

Par analogie avec la décision prise à l'égard des bacs - boîtes de transport pour tracteurs (voir C.T. 1/54), il y a lieu de considérer ces bacs comme des accessoires d'automobiles, du N° 87.06.

16) TRIPLES METRES POUR TRAVAUX TOPOGRAPHIQUES

Ces objets sont décrits dans les termes suivants :

"Construits en pitchpin de première qualité, de 9 cm² de section, ils ont une longueur de 3 m. Ils se présentent en deux parties terminées par des culasses en laiton, présentant un filetage mâle et femelle. La graduation en cm est d'une grande précision. Ils sont utilisés munis de nivelles à bulle d'air, pour la mesure des déblais et remblais des profils en travers des axes routiers".

Tarification applicable : 90.14.20

17) MATERIEL DE CONTROLE POUR LE BETON ET AUTRES MATERIAUX

Les tables vibrantes, conçues pour des essais et non pour un usage industriel, peuvent être classés sous la position 90.21, de même que les tables à secousses, les cônes d'Abrams et les troncs de cône pour les essais de béton.

Il en est de même en ce qui concerne les moules pour cubes d'essai à classer sous le N° 90.21.

Par contre, devraient suivre leur régime propre :

- les tamis (96.06)
- les éprouvettes (70.17).

18) RAYONNAGES METALLIQUES

Ce sont des casiers métalliques démontables, séparés latéralement par un treillis en métal déployé. Ils sont du type utilisé par les compagnies de chemin de fer pour le service des colis.

Ils se posent sur le sol et dès lors, compte tenu de la Note 2. du Chapitre 94, ainsi que des Notes explicatives de la position 83.04, il y a lieu de retenir leur classification sous le N° 94.03.40.

19) VENTILATEURS DE POCHE

Ces ventilateurs consistent dans un poussoir glissant dans un corps, muni lui de trois palettes.

Un mouvement de va-et-vient, imprimé par le pouce, fait tourner les palettes.

Tarification applicable : 84.11.70 .

30-07

CIRCULAIRE DE TARIFICATION N° 2/54

- 1) CHAUSSURES EN TOILE avec semelles en caoutchouc, dont la partie supérieure est garnie de bandes extérieures en cuir où sont fixés les oeillets et dont le contrefort et la pointe sont renforcés à l'extérieur au moyen de cuir.

Pour le classement des chaussures en étoffes avec parties ou garnitures en cuir, il n'est pas tenu compte des bandes ou pattes intérieures ou extérieures en cuir qui servent à fixer les oeillets ou agrafes, non plus que du renfort intérieur ou extérieur en cuir sur la partie avant ou arrière de la chaussure

Position applicable 64.02.20

- 2) TRIPES DE BOEUF simplement bouillies et salées, avec ou sans addition d'épices, de farine de céréales ou de féculs alimentaires :

a) importées en récipients hermétiquement fermés (boîtes, croûtes ou terrines) 16.02.41

b) non contenues dans des récipients hermétiquement fermés 16.02.42

- 3) HUILE HYDRAMATIC FLUID

Il s'agit d'une huile de graissage simple pour boîtes de vitesse hydraulique (voitures sans changement de vitesse à transmission hydraulique).

Position applicable 27.10.38

- 4) RACCORDS POUR TUYAUX EN FIBRO-CIMENT dont les extrémités ne sont pas filetées.

Ces raccords se composent de :

1° un corps cylindrique (bague de jonction) de 12 1/2 cm. de largeur comportant deux rebords de 3 1/2 x 2 cm.;

2° deux joints en caoutchouc, de section triangulaire, se plaçant sur les tuyaux et contre l'extérieur des rebords de la bague;

3° deux colliers de serrage maintenant chaque joint en place;

4° huit boulons de fixation de 28 cm de long avec écrous, pour l'assemblage des parties ci-dessus.

L'ensemble constitue un raccord complet où le métal domine. A ranger sous le N° 73.20.

Importées séparément ou en surnombre à titre de pièces de rechange, les parties constitutantes de ces raccords sont à imposer comme suit :

1° les corps cylindriques (bagues) 73.20

2° les joints en caoutchouc 40.14.10

3° les colliers de serrage 73.20

4° les boulons et écrous 73.32 .

- 5) FILTRES EMAILLES DE MENAGE 84.18.51
(voir N° 1/56)

Les bougies en produits céramiques, pour filtre, importées

séparément ou en surnombre 84.18.90
(voir N° 17/55)

- 6) XYLOL

Le Xylol ou Xylène est un constituant directement isolé provenant de la

CIRCULAIRE DE TARIFICATION N° 1/54.1) CEMENT DUREX

Il s'agit d'un mélange réfractaire, composé d'argile crue et d'argile cuite, sans liant hydraulique. Ce n'est donc pas un ciment du N° 25.23.

Tarification: 25.07.10

2) ACIDE ASCORBIQUE

Un produit dénommé "Stabilisateur" et destiné à être ajouté aux limonades consiste, d'après l'analyse, en une solution aqueuse d'acide ascorbique.

L'acide ascorbique (C H O) est la vitamine C,
6 8 6

d'où la tarification sous le N° 29.38.10.

3) SELS DE QUININE

La position 30.03, relative aux médicaments, est subdivisée en :

- 30.03.20, Sels de quinine en capsules, cachets, dragées, etc., ainsi que les médicaments renfermant 50 p.c. et plus de quinine,
- 30.03.90, autres.

Dés doutes ont surgi au sujet de l'interprétation de la subdivision 20. Après avoir pris l'avis du Chimiste de l'Administration à ce sujet, on constate que la dite subdivision comprend :

- a) les sels de quinine en capsules, cachets, dragées, etc...;
- b) les médicaments renfermant 50 p.c. et plus de quinine.

On doit donc y ranger en premier lieu tous les sels de quinine à l'état non mélangé ou simplement mélangés avec un véhicule sans action thérapeutique, en petits conditionnements constituant une dose, quelle que soit cette dose.

La sous-position 20 vise ensuite les mélanges, à des fins curatives, de quinine et d'autres produits médicamenteux, pour autant que ces mélanges contiennent au moins 50 p.c. de quinine.

Les produits soumis, qui consistent respectivement

- en bichlorhydrate de quinine, présenté en ampoules de 1 cm³, contenant 0,25 gr de bichlorhydrate,
- et en formiate de quinine, en ampoules à 0,25 gr/cm³ et à 0,50 gr/cm³, constituent des sels de quinine sous forme dosée et appartiennent dès lors à la sous-position 30.03.20.

Pour autant que de besoin, il est rappelé que les sels de quinine présentés en vrac appartiennent à la position 29.42.20.

4) DURCISSEUR

D'après le Chimiste, il s'agit d'une solution aqueuse de chlorure d'ammonium, contenant un peu d'ammoniaque libre.

Le chlorure d'ammonium est dénommé à la rubrique 28.30.20; le fait d'être présenté en solution aqueuse ne modifie pas cette tarification.

Les traces d'ammoniaque libre révélées par l'analyse ne donnent pas au produit le caractère d'un mélange.

5) RUNNERS

Il s'agit de pièces pour pompes à sable Denver. Elles consistent en une roue à volute, qui sera placée dans le corps de la pompe. Elles sont

composées de caoutchouc et de métal. Voir C.T. 4/56.

6) TUBES ET TUYAUX EN CAOUTCHOUC NON DURCI

Le Vérificateur qui a soumis la tarification des runners (voir point précédent), demande des précisions sur le régime des tubes et tuyaux en caoutchouc.

Les tubes et tuyaux en cuir sont à considérer comme articles à usages techniques, de la position 42.04, ce par application de la Note I b de la Section XVI.

Les tubes et tuyaux en caoutchouc non durci ne sont pas expressément cités parmi les exclusions de la Note I a de la Section XVI.

Dès lors, il y a lieu de classer comme suit les tubes et tuyaux en caoutchouc non durci :

- présentés en même temps que la machine à laquelle ils sont manifestement destinés : régime de la machine (voir à ce sujet, CT 13/53);
- importés séparément : position 40.09 (conformément aux Notes explicatives, les articles de cette position peuvent être garnis d'écrous ou de raccords à leurs extrémités).

7) BALLOTINES

Ce sont de minuscules boules de verre, qui seront utilisées pour les surfaces réfléchissantes de panneaux de signalisation.

Tarification : 70.19.90

8) PROFILES ET CHARPENTES METALLIQUES

On a importé des charpentes métalliques, à l'état démonté. Elles étaient composées en majeure partie de profilés simplement percés.

Deux positions sont à envisager :

- 73.11 profilés ;
- 73.21 constructions, etc.

L'importateur réclame l'application du N° 73.11.

En réalité, le problème est plus compliqué. Il est certain que des constructions métalliques seront presque toujours présentées à l'état démonté et pour cette raison le libellé du 73.21 porte notamment "constructions, même incomplètes, etc.". Des textes des Notes Explicatives se dégagent la conclusion qu'on ne prétend pas écarter du N° 73.11 les profilés simplement percés, mais non assemblés, facturés comme tels, mais qu'on entend ranger sous le N° 73.21 les mêmes profilés lorsqu'ils sont présentés en même temps que d'autres pièces et que l'ensemble représente les éléments constitutifs d'une construction métallique exécutée d'après un plan déterminé.

Prenant en considération qu'un perçage aura généralement été effectué en vue d'un assemblage (exception : profilés en forme de T pour clôtures), ce dernier point de vue est adopté. Bien entendu, des profilés simplement percés, présentés en même temps que des articles ouvrés, le tout constituant des éléments de construction, resteraient au N° 73.21.

9) PARTIES DE FOURS

On a importé le matériel métallique destiné à la construction de fours pour séchoirs à cacao.

La partie la plus importante de ces fours sera constituée par de la maçonnerie; les briques nécessaires à cette partie ont été importées séparément.

Les Notes explicatives de la position 84.14 renvoient au Chapitre 69 les briques, pièces de construction et autres produits réfractaires ou céramiques destinés à la construction des fours. Restent seulement classées au N° 84.14 les matières céramiques ou réfractaires présentées sous la forme de garnissage ou autres parties complètes et nettement spécialisées d'un four

essentiellement métallique, pour autant qu'elles soient présentées avec le dit four.

Il est signalé dans les commentaires de la position 84.13 que les foyers et grilles en fonte ou acier destinés à être encastrés dans un ouvrage en maçonnerie sont classés au Chapitre 73. Le même principe, appliqué au N° 84.14, a pour effet de ranger la plaque de chauffage ainsi que la grille au N° 73.40.

Les fers à béton doivent suivre leur régime propre (73.10).

En ce qui concerne l'ensemble des autres pièces métalliques (profilés, cadre et portes, etc.), on peut considérer qu'il s'agit d'un assemblage métallique et qu'il constitue manifestement une partie de four, donc tarification : 84.14.

10) APPAREILS A DIFFUSER

Un appareil dénommé "Diffuseur moléculaire Phagogène H.N.C.", fonctionnant à l'électricité, servant à la dispersion de liquides sous forme d'un brouillard tenu (pour désinfecter, désodoriser ou humidifier) et ne pesant pas plus de 20 kg, suit le régime de la position 85.06.60 (voir Note 3 du Chapitre 85).

Il en est de même d'un ensemble constitué par un "pistolet atomiseur" et d'un compresseur, servant aux mêmes usages, mais pouvant de plus être utilisé pour encaustiquer les meubles et les parquets.

11) PRODUITS CLIMATISEURS

En même temps que les appareils dont traite le point précédent, on a importé différents produits liquides.

Les produits dénommés "Bactéricide phagogène" et "Gazoxyl" peuvent être admis comme insecticides du N° 38.11. -.

Quant aux produits dits "climatiseurs" et dénommés "verveine", "lavande" et "citronelle", ce sont des huiles essentielles pures, additionnées d'un faible pourcentage de dérivés chlorés. La présence de ce faible pourcentage ne peut justifier le classement comme désinfectants; comme il ne s'agit pas d'essences mélangées entre elles, et compte tenu de leur conditionnement (fûts), il y a lieu d'appliquer le N° 33.01.10.

12) APPAREIL ROUATHERMIQUE

C'est un appareil de sudation, à fonctionnement électrothermique. L'électricité n'y joue cependant aucun rôle thérapeutique, mais sert uniquement au chauffage de l'air à l'intérieur de l'appareil.

La position 90.17 n'est donc pas à retenir. Il ne reste qu'à appliquer la position 85.12, où seule la subdivision 69 peut être envisagée.

13) TUBES POUR CANALISATIONS ELECTRIQUES

Les tubes soumis sont destinés à recevoir des fils isolés qu'ils protégeront extérieurement, en particulier contre l'humidité.

L'échantillon N° 1. consiste en un tube de papier imprégné (probablement bitumé), recouvert de fer plombé.

L'échantillon N° 2 est en acier avec bout fileté et est muni à l'intérieur de papier imprégné.

L'échantillon N° 3 est en acier avec bout fileté et a été passé dans un bain d'un enduit antirouille.

L'échantillon N° 4 ne présente pas de bout fileté; il est recouvert sur les deux faces d'un enduit antirouille.

Ils doivent être classés comme suit :

- les échantillons 1 et 2 85.27.20
- les échantillons 3 et 4 73.18.10

14) BOITES DE TRANSPORT POUR TRACTEURS AGRICOLES

Ces bacs sont spécialement conçus pour être montés à l'arrière d'un tracteur. Ils sont en tôle de fer. Une gravure annexée au dossier montre comment ils seront utilisés pour le transport de cruches de lait.

On peut les considérer comme des accessoires de tracteurs et les ranger au N° 87.06.

15) VALVES THERMOSTATIQUES

Ces valves (en anglais : thermostatic expansion valves) sont utilisées dans les installations frigorifiques, dans les appareils de conditionnement d'air, etc. Un thermostat incorporé à la valve en commande l'ouverture ou la fermeture et provoque donc l'arrivée ou la coupure du gaz réfrigérant.

Tarification applicable : 84.61.90

16) VACUOMETRES

Ces instruments servent à mesurer des vides très poussés. Ils sont généralement électriques et, dans ce cas, ils relèvent de la position 90.28.30. Non électriques, ils appartiennent à la position 90.24.

Les vacuomètres ne doivent pas être assimilés aux baromètres. Ce sont plutôt des manomètres; certains modèles portent d'ailleurs le nom de micromanomètres.

30-07

12/2/65

Insert I

assisted by a strong team of ONUC customs experts
(in a number to be determined by agreement) vested with
full executive authority and provided with every facility
necessary for due enforcement of proper procedure^o

P. ①

Proposition pour l'amélioration de
l'Administration A. Donamien Congolais

12 Feb. 1963

MODIFICATIONS D'ORGANISATION NECESSAIRES

- a) Installation, au Ministère des Finances, d'un Coordinateur pour la 3. et la 6. Direction

La Direction des Douanes (3. Direction) et la Direction de la Brigade Financière (6. Direction) seront mises sous l'autorité
d'un Coordinateur,

collaborateur immédiat du Ministre des Finances et occupant un rang élevé.

Il serait directement responsable au Comité Interministériel Permanent de toutes les questions concernant la Brigade Financière et, pour la période de démarrage, [assisté de trois techniciens douaniers ONUC ayant le droit de représentation et une fonction réelle.]

Le devoir incombant avant tout au Coordinateur est de veiller au besoin par modification de l'Ordonnance N° 77 du 24/5/1962 portant création d'une Brigade Financière à ce que soit inclus, du moins dans les attributions des officiers judiciaires de la Brigade Financière, le droit d'effectuer des contrôles et des inspections périodiques à la Douane (Contrôles, Bureaux, Succursales, Postes). En effet, selon les informations reçues, le plus souvent les fraudes douanières et la contrebande sont pratiquées sur les routes douanières autorisées et jusqu'aux services douaniers mêmes.

Le Coordinateur est également responsable de la collaboration étroite entre les deux Directions citées ci-dessus. De plus, il doit s'assurer que tous les agents (y compris les sous-directeurs et inspecteurs congolais dans la Direction des Douanes) reçoivent, tour à tour et selon un plan bien déterminé, l'instruction et la formation nécessaires à l'accomplissement de leurs tâches. En même temps, il doit s'assurer aussi que des efforts sérieux soient entrepris pour hausser le niveau moral de chaque agent, éveiller ou fortifier son sentiment de responsabilité envers l'Etat et orienter son éducation vers le respect de la Raison d'Etat.

En outre, le Coordinateur aura dans ses attributions la constitution et la direction :

- 1) d'un "Groupe Mixte" se composant de membres des ressorts compétents ayant pour tâches la refonte des tarifs des droits d'entrée et de sortie de l'ancienne colonie, selon les objectifs de la nouvelle politique économique, douanière et financière du Gouvernement Central;
- 2) d'un "Groupe de Travail" se composant de membres du Ministère des Finances (spécialement des deux Directions citées ci-dessus) et ayant pour tâche la refonte de la législation douanière et annexes de l'ancienne colonie, selon les objectifs de simplification et de rationalisation des procédures administratives, en faveur de l'économie et du commerce du pays.

(Selon les instructions écrites de la Direction des Douanes, mes experts douaniers ont commencé l'élaboration des avant-projets pour les trois nouveaux ouvrages législatifs).

Enfin, le Coordinateur aura la responsabilité des cours de formation professionnelle. Ceux-ci, qui auront lieu à Léopoldville et à Matadi (comme précédemment) et éventuellement à Bukavu (à créer) doivent commencer sans retard. En effet, la formation théorique planifiée a été suspendue depuis la fin du mois d'avril 1962, la Direction des Douanes

affirme ne pouvoir soustraire aucun agent au service pratique. Toutefois, l'amélioration du service pratique ne pourra être réalisée qu'incomplètement et avec une lenteur extrême sans le concours d'une formation systématique. Or, avec un effectif de 846 agents (sans Katanga), il devrait, moyennant une organisation adéquate, être possible de faire libérer, à tour de rôle, 60 à 85 agents environ pour les cours de formation. La perte de travail ainsi causée serait compensée, à une époque ultérieure, par un rendement accru des agents.

Les professeurs en nombre suffisant seraient choisis parmi mes experts douaniers.

b) Direction des Douanes

1) Création/Organisation des services suivants à la Direction :

- a) Service de Contrôle des Douanes, et un
Service d'Inspection,

Recommandations spéciales

- a. Bac de Léopoldville. Il est nécessaire de procéder à une réorganisation matérielle des installations portuaires. Il faut que les personnes qui arrivent au Congo ou qui en partent par le bac puissent traverser la zone réservée au contrôle douanier de telle façon qu'elles soient séparées des personnes qui doivent demeurer à l'extérieur de cette zone.
- b. Entrepôt de douane. Il est nécessaire de mettre au point un programme prévoyant un contrôle par sondages effectués au hasard et portant sur dix pour cent au moins des marchandises, ainsi que la vérification des déclarations d'expédition d'après le contenu des colis.
- c. Bureau des postes. Il est également nécessaire d'assurer un contrôle par sondage portant sur dix pour cent au moins des colis confiés au courrier international. Ce contrôle ne devrait avoir lieu qu'au bureau central des postes à Léopoldville.
- d. Aéroport de Léopoldville. Des mesures doivent être prises afin de rendre plus rapide le passage des voyageurs des lignes internationales. Il ne faut permettre aucun contact avec les voyageurs arrivant à Léopoldville avant qu'ils n'aient remplis les formalités de douane. Les passagers en partance de Léopoldville ne doivent avoir aucune possibilité de contact avec le public lorsqu'ils ont pénétré dans la zone de contrôle douanier. Il ne faut pas permettre au public de se mêler aux passagers des lignes internationales au voisinage des avions, à l'arrivée ou au départ, comme cela est actuellement toléré. Les bagages doivent être soumis au contrôle par sondage habituel portant sur dix pour cent des colis. Les membres des équipages d'avions et leurs effets personnels seront soumis périodiquement à des contrôles partiels.

P. 3

Les zones où sont entreposées les marchandises destinées aux échanges internationaux doivent être complètement clôturées. L'accès de ces zones doit être contrôlé de façon stricte et réservé aux seules personnes autorisées. Un service de garde devrait être assuré jour et nuit.

e. Installations portuaires. Les zones réservées à l'entreposage des marchandises du commerce international devraient être complètement clôturées. Le contrôle de l'accès de ces zones doit être strict et celles-ci doivent être réservées aux seules personnes autorisées. Un service de garde devrait être assuré jour et nuit.

f. Vitshumbi. L'importante usine de conserves de poisson située à Vitshumbi peut être soumise à une visite périodique de contrôle qui permettrait de s'assurer de l'importance des importations de sel et du calcul exact des redevances. Si cela était possible, il y aurait lieu d'évaluer le montant des redevances et amendes correspondant aux importations de sel effectuées pendant les dernière années sans déclaration.

~~Service de répression des fraudes douaniers~~

2. Recommandations générales

a. Contrôle des véhicules. Un contrôle rigide devrait être institué à l'entrée et à la sortie des véhicules. Il faudrait délivrer des permis douaniers indiquant le numéro d'immatriculation, le propriétaire et le conducteur. Le permis serait restitué au départ du Congo, ~~en ce qui concerne~~

pour

les véhicules sous immatriculation étrangère; pour ce qui est des véhicules congolais, le permis serait rendu à la rentrée du véhicule au Congo.

Des véhicules enregistrés à l'étranger et utilisés principalement au Congo devraient être soumis aux droits d'importation habituels, à moins qu'ils ne soient spécialement exemptés par l'effet d'une loi ou d'un accord entre pays.

b. Exportations et importations illicites. Pour prévenir les infractions, il faudrait procéder à un contrôle étroit sur les personnes, les véhicules, les bateaux et les avions à l'arrivée et au départ. Cette mesure est particulièrement souhaitable dans les petits postes frontaliers de douane.

c. Uniformes. Les douaniers n'ayant pas de fonctions administratives devraient porter l'uniforme.

d. Vérification: La vérification du contenu des colis sur la base de la licence d'exportation doit être effectuées au moment de l'exportation.

En ce qui concerne les marchandises importées, il faudrait que l'un des fonctionnaires principaux des douanes effectue une deuxième vérification par sondage.

e. Entrées et sorties. Le contrôle doit être exécuté avec diligence et efficacité afin d'éviter d'imposer aux voyageurs des retards inutiles. Cette recommandation doit être appliquée tout particulièrement aux ports d'entrée secondaires.

f. Entretien des locaux. Etant donné que les visiteurs obtiennent leur première impression du Congo en passant les douanes, des efforts devraient tendre à améliorer et entretenir l'aspect de ces bureaux.

g. Infractions de peu de gravité. Les cas d'infraction mineure à la réglementation douanière devraient être réglées à l'échelon du contrôleur des douanes, sous réserve de l'approbation ultérieure du Directeur des douanes. Ceci permettrait de réduire le volume de travail déjà considérable qui incombe au Directeur et permettrait d'arriver à un règlement efficace et plus satisfaisant de chaque affaire.

h. Licences. Les douaniers ne devraient pas accepter le passage de marchandises soumises aux exigences de la licence tant qu'il ne leur est pas présenté une licence en cours de validité et dans la forme requise. Les marchandises devraient alors être vérifiées compte tenu de la licence.

i. Usage de la radio. des transmissions officielles devraient pouvoir être effectuées par le système de radio de la Brigade Financière afin de remédier au grand retard dans la transmission de correspondance officielle entre les divers bureaux de douane éloignés et le Bureau de Douane central.

1 ← b) Service de répression des fraudes douanières

Les propositions formulées par nos experts des douanes pour mettre fin aux fraudes douanières dans les importations et exportations précisent que le personnel douanier qualifié doit se saisir des marchandises introduites ou en partance contrairement aux règlements, ^{et} sous peine de mesures disciplinaires, doit signaler toute infraction douanière. Aucune intervention extérieure ne doit être sanctionnée en faveur d'un fonctionnaire d'un gouvernement étranger enfreignant les règlements douaniers.

Toutes irrégularités doivent être punies de sanctions réglementaires sévères. Les règles de conduite mentionnées ci-haut exigeraient le renvoi de tout employé fautif. En outre, un contrôle serré des armes à feu ~~devrait~~ ^{doit} exister, et - pour contrecarrer les ~~préférences~~ ^{favoritisme} tribales dans l'application des règlements douaniers - aucun fonctionnaire de surveillance ne doit être membre d'une tribu indigène de la région de son affectation.

Le personnel des douanes dans les provinces doit être employé directement par le Gouvernement central qui devrait entretenir un contrôle sévère des opérations de douane, et prendre des mesures contre tout fonctionnaire provincial se mêlant des redevances des impôts d'importation et d'exportation.

~~Enquêtes de la Brigade Financière~~

L'octroi de licences d'importation et d'exportation dans diverses villes et par diverses banques ~~est passible de~~ ^{donne lieu à des} fraudes. Etant donné que ces licences sont un instrument pour le passage des marchandises par le Bureau de Douane, il est recommandé que la Brigade Financière reçoive pleins pouvoirs pour mener des enquêtes sur leur octroi, leur ^{utilisation} ~~usage~~ et falsification.

Aucune disposition n'existe pour mener des enquêtes sur le personnel soupçonné de négligence, sur les références de personnalité des candidats, ~~et sur l'inspection~~ ^{le fonctionnement} ~~général~~ des douanes.

mener

La ~~Brigade~~ Police financière devrait être habilitée à ~~effectuer~~ mener les enquêtes voulues au sujet des manquements au devoir dont se rendent coupables les membres du personnel du Bureau des Douanes et de la Brigade financière, sur les compétences et aptitudes des candidats et sur les faits au sujet desquels les directeurs du Bureau des Douanes et de la Brigade financière ont demandé à la Police financière de faire des recherches.

P. 5

Un système effectif devrait être établi au Bureau des Douanes pour accorder des récompenses pour renseignements fournis. Des crédits devraient être mis à la disposition de la Brigade financière, à l'échelon régional, pour que les informateurs puissent être récompensés sans délai. Le Directeur régional devrait être responsable de la comptabilité et des déboursements correspondants. Ces comptes devraient être vérifiés régulièrement, mais sans préavis, par ses supérieurs.

Des jours de paie bi-mensuels et réguliers agiraient comme sauvegarde contre ~~l'extorsion~~ la tentation.

Il est recommandé que les ~~règlements~~ règlements départementaux contiennent des règles de conduite interdisant le personnel de s'occuper activement de politique, sans compter le droit de vote et l'expression d'opinions; entrer en grève contre le gouvernement; recevoir ou quêmander des pots-de-vin; entreprendre des activités commerciales extérieures sans autorisation préalable; consommer des spiritueux lorsqu'il est de service; altérer les documents dont il a la garde; utiliser les aménagements fournis par le gouvernement dans des buts non officiels; révéler des informations officielles sans autorisation spéciale; être l'objet de nominations ou avancements autres que ceux ayant pour base la valeur et la capacité individuelle; énoncer des déclarations fallacieuses ou trompeuses sur des questions de nature officielle; se conduire d'une façon pouvant donner lieu à une publicité adverse

← Service d'Evaluation des Marchandises

Direction

Le Bureau des Douanes ne comprend pas de section des évaluations chargée de déterminer quelle est la valeur actuelle et réelle des marchandises. D'une façon générale, les droits et taxes sont perçus sur la base de la valeur déclarée ou portée sur la facture, ce qui a pour conséquences des pertes considérables de recettes. Nos experts recommandent donc la création d'un bureau placé sous la direction du Directeur des Douanes et chargé de diffuser dans les services du Bureau des Douanes des renseignements sur la valeur et classification actuelles de ces marchandises.

← Le personnel nécessaire au démarrage (8 à 10 agents) pourra être recruté parmi l'effectif actuel.

← 2) Augmentation de l'effectif du personnel congolais de

2 vérificateurs
5 rédacteurs
23 commis

pour la nouvelle frontière douanière du Burundi et du Rwanda et pour l'Administration des Accises.

← 3) Augmentation de l'effectif du personnel des experts douaniers étrangers de

25 vérificateurs/inspecteurs.

Compte tenu du fait que l'effectif des fonctionnaires belges avant l'Indépendance se composait de 109 agents et qu'actuellement il n'y a à la disposition de la Direction que 6 experts douaniers belges et (sans fonction réelle) 15 experts douaniers ONUC, il ^{ne} semble justifié d'essayer d'obtenir l'aide supplémentaire en techniciens citée ci-dessus.

P.6
Ces experts pourraient être répartis de la manière suivante :

1 expert pour chacun des six Contrôles actuellement existants pour les contre-vérifications et inspections permanentes,

ainsi que pour la réalisation d'une collaboration étroite avec les postes locaux de la Brigade Financière;

1 à 4 experts aux postes douaniers de la frontière les plus importants, ainsi qu'à Léopoldville et Stanleyville, essentiellement comme vérificateurs.

c) Brigade Financière

L'Ordonnance N° 77 du 24/5/1962 portant création d'une Brigade Financière prévoit que le recrutement du personnel pour cette institution se fera, pour les "Gardes-Frontaliers" par l'A.N.C. et pour la "Police Financière" par la "Sécurité Nationale" notamment.

Jusqu'à ce jour, les ressorts compétents n'ont mis aucun fonctionnaire à la disposition de la Brigade Financière, à l'exception d'un major "Commandant des Gardes-Frontières" qui a été détaché par l'A.N.C. et qui est pratiquement sans travail réel.

La Brigade Financière doit être dirigée par un Directeur détenant une connaissance approfondie des lois et règlements de douane et une connaissance opérationnelle des fonctions impliquées dans le fonctionnement d'une police. Il est recommandé qu'un Directeur adjoint chargé de la direction générale des Gardes-Frontaliers soit nommé, et de préférence un ancien officier militaire qui serait réaffecté au service des fonctionnaires. La Police financière devrait être dirigée par un Directeur adjoint, de préférence un officier de police de carrière recruté dans l'échelon supérieur de la Sûreté. Les deux Adjoints seraient directement responsables au Directeur de la Brigade financière.

SERAIENT

1. Effectif du personnel congolais

Les experts douaniers américains ont proposé les effectifs suivants, avec une répartition organique et régionale acceptable, sauf quelques modifications de peu d'importance :

"Gardes-Frontaliers" - 343 agents (A.N.C.)

Le recrutement des gardes frontaliers doit tenir compte du fait que les postes à pourvoir relève d'une organisation de caractère entièrement civil en conférant le statut de fonctionnaire lorsque prend fin la période d'épreuve des titulaires. Les gardes frontaliers peuvent être recrutés parmi les militaires ou les anciens militaires, mais ceux-ci doivent renoncer à tout statut militaire, à l'exception éventuellement du statut du cadre de réserve qui pourrait être attribué à un militaire aguerri dans un état d'urgence nationale.

"Police - Financière

68 agents (notamment "Sécurité Nationale")

Les membres de la Police financière devraient être recrutés au sein des organes de police. Il faudrait ne retenir que la candidature d'enquêteurs qualifiés et expérimentés. Afin de développer les possibilités de ce service, on pourrait envisager de recruter à l'étranger des experts en ce domaine, qui resteraient à leur poste jusqu'à ce que la police financière puisse s'acquitter convenablement de sa tâche.

FRONTALIERS

Section VIII B of
their report gives
details if
wanted

Afin d'obtenir un personnel de haut calibre pour remplir chaque poste de la Brigade financière, une campagne intense de publicité devrait être lancée par ~~par~~ la presse et ~~la~~ la radiodiffusion, renseignant le public sur les situations disponibles, les compétences requises, et les lieux d'inscription. Le Service du Personnel du Gouvernement central devrait sélectionner les candidats, sous réserve de l'approbation finale des dirigeants de la Brigade Financière, et une période d'épreuve d'un an composée de cours spéciaux et de formation en cours de service. Lorsque ~~ses~~ supérieurs du candidat auront affirmé qu'il a réussi dans toutes les phases de sa période d'épreuve, ~~il~~ devrait recevoir le statut permanent de fonctionnaire du gouvernement.

Voie de
SUIVRAIT
LE CANDIDAT

D'EMPLOYÉ

Une déclaration écrite de ligne de conduite devrait sanctionner l'affectation du personnel suivant les besoins du service, et une rotation entre les diverses tâches devrait être prévue ~~pour~~ de familiariser le personnel avec les diverses phases du travail. Une déclaration écrite similaire concernant les compétences de surveillance et les promotions devrait être rédigée, et la publicité devrait souligner les indemnités spéciales et les indemnités de retraite, les services médicaux disponibles et les règlements de congé. L'attention devrait être attirée sur le fait qu'aucun employé de la Brigade financière n'aura à fournir plus de 12 heures de travail, par jour, sauf dans les cas d'urgence.

FONCTIONS

(FIN)

De plus amples recommandations ont été faites par nos experts concernant ~~l'urgence~~ le besoin de fournir un équipement de communications et transports adéquat. - jeeps, bicyclettes, embarcations, quand il y a lieu - armes et ~~unif~~ uniformes, pour permettre à la Brigade financière d'accomplir sa tâche avec efficacité.

Par rapport à ~~nos~~ conceptions sur l'effectif et l'équipement matériel de la Brigade, la proposition américaine prévoyait moins d'hommes et plus de matériel (véhicules, etc.). Cependant, ~~je~~ nous recommandons de réaliser le recrutement du personnel sur la base de la proposition américaine, plutôt que de retarder davantage la mise en marche de la Brigade Financière.

Si l'A.N.C. et la "Sûreté Nationale" ne sont pas en mesure de fournir le personnel, il ne restera - si nécessaire par une modification de l'Ordonnance susmentionnée du 24/5/1962 - que le recours à

la Direction des Douanes,
la Police Minière,
la Police Territoriale et,

comme dernière, mais - selon ~~moi~~ - douteuse solution, le recours à l'Enrôlement public.

Quant à la Police Minière, actuellement 36 agents, son intégration totale et définitive dans la Brigade Financière ("Police Financière") devrait être ordonnée impérativement par les compétences les plus haut placées, afin d'éviter les double emplois et les conflits de compétence. Du reste : les 36 agents ont déjà bénéficié d'une formation professionnelle avancée et ils pourraient devenir l'élite de la "Police Financière".

Un libre échange d'information au sein de la Brigade financière ainsi qu'entre la Brigade et le Service des Douanes en plus d'une publicité nationale ~~sur~~ de ces deux organismes, - contribueraient au succès de leurs activités réunies.

SAR

2) Effectif du personnel des experts douaniers étrangers

Nous appuyons [Nous] Je ne manquerai pas également d'accorder toute mon attention à la requête du Comité Interministériel Permanent en date du 30 octobre 1962 concernant le recrutement de six nouveaux experts douaniers ONUC et l'affectation simultanée de six voitures automobiles à la Brigade Financière. Je considère ce nombre - réparti entre les régions prévues et la Direction - adéquat et nécessaire à la bonne marche des travaux (y compris la formation des nouveaux agents), ainsi qu'à la réalisation d'une collaboration étroite avec les autorités douanières locales compétentes.

///



MINISTÈRE DES TERRES-MINES ET ÉNERGIE
CABINET

Léopoldville, le 10 juin 1963.

(1) No 856/CAB./TME/RR.-

30-07

70-01

JUN 17 1963

ACTION

Réf. n° :

Annexe :

Objet :

TO:	Brooks
1	Dickens
2	
3	
<input type="checkbox"/>	Action Completed
<input type="checkbox"/>	Acknowledged
<input type="checkbox"/>	No Action Required
IN A.S.	

Monsieur S. Habib Ahmed
Chef des Opérations Civiles
de l'ONU au Congo
à
LEOPOLDVILLE/KALINA.

Cher Monsieur Ahmed,

J'ai l'honneur de vous accuser réception de votre lettre du 24 mai dont je vous remercie.

J'ai pris bonne note de vos renseignements techniques concernant le peu d'efficacité des équipements des douanes américaines sur les pierres non taillées.

Concernant l'Interpol, je vous signale que les documents annexés mentionnés au 4ème paragraphe (page 2), n'étaient pas joints à la lettre. Seriez-vous assez aimable pour me les faire parvenir sous pli séparé.

Il est dans mes intentions de demander au Conseil des Ministres une décision de principe tendant à demander l'admission du Congo comme nouvel état membre de l'Interpol.

Nous désirerions, dès que le Congo sera admis comme état membre, recevoir son assistance et demander l'organisation de conférences et colloques sur le problème du trafic illicite des matières précieuses.

.../...



MINISTÈRE DES TERRES-MINES ET ÉNERGIE
CABINET

Léopoldville, le

(1) No.....

Réf. n° :


Suite n°2.

Annexe :

Objet :

En attendant la réalisation de ce projet, nous vous remercions d'avance de bien vouloir nous obtenir tous renseignements utiles, conclusions des expériences du Nigéria, du Libéria et du Ghana dans leur lutte contre les trafiquants.

Veuillez agréer, Cher Monsieur
Ahmed l'expression de ma profonde estime.-


Alexandre MAHAMBIA,
Ministre.-

extra copy.

EA/rl

Civ.Ops.248/63

24 mai 1963

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de me référer à votre lettre en date du 23 janvier 1963, par laquelle vous demandez des renseignements relatifs aux appareils utilisés par les services douaniers des USA pour la détection des pierres et métaux précieux, et une intervention auprès de l'Interpol, en vue de la répression du trafic illicite sur toute l'étendue de la République du Congo.

Je me suis mis en rapport avec les autorités américaines qui viennent de m'informer que leurs services douaniers ne possèdent pas de tels appareils et que les seuls instruments qu'ils avaient utilisés pour la détection des métaux et objets précieux, étaient des appareils radiographiques. Mais l'utilisation de ces instruments demande trop de temps en raison de leur volume et ils ne sont en conséquence utiles que dans des situations particulières.

Je crois savoir également que les appareils radiographiques et fluoroscopes ne sont pas assez efficaces pour la détection des diamants taillés, parce que leur forte densité peut créer de l'ombre sur le film ou l'écran.

Bien qu'il soit possible cependant que des pierres non taillées puissent donner lieu à des effets similaires, les autorités américaines précisent que leurs services douaniers n'ont jamais entrepris des essais dans ce domaine, car les pierres non taillées ne faisant pas partie des articles de contrebande, elles ne posent pas de problèmes aux USA.

En ce qui concerne l'assistance de l'Interpol, je crois savoir que cette institution n'est pas habilitée pour faire des enquêtes dans les autres pays. L'Interpol n'étant essentiellement qu'une institution d'éclaircissement des affaires de la Sécurité. Elle maintient un bureau central et constitue ainsi un réseau de communications pour les Etats membres. Elle n'a pas de propres agents de police, ni ne possède une compétence super-nationale pouvant l'habilitier à remplir des fonctions de police nationale, l'Interpol

Son Excellence
Monsieur Alexandre MAHAMBA
Ministre des Terres-Mines et Energie
Léopoldville

essaie toutefois d'obtenir et de transmettre aux Etats membres, des informations relatives aux affaires de la Sûreté, y compris des listes internationales de trafiquants illégaux ou de personnes soupçonnées de faire de la contrebande. Elle assiste les Etats membres s'il y a lieu de demandes spécifiques. L'Assemblée générale de l'Organisation tient chaque année une séance et peut, à la demande d'un Etat, organiser des conférences ou colloques régionaux sur des problèmes ayant de l'intérêt pour les Etats membres.

L'admission des nouveaux membres est régie par l'Article 4 de la Constitution ci-jointe. Je me permets de vous informer que le Congo/Brazzaville, le Cameroun, l'Ethiopie, le Gabon, La Côte d'Ivoire, le Ghana, la Guinée, le Libéria, la Sierra Leone, le Soudan, le Tanganyika, le Tchad, le Sénégal, la Haute-Volta, l'U.A.R. et le Dahomey sont parmi les 84 pays qui sont actuellement membres de l'Interpol.

Je vous fais également parvenir sous ce pli d'autres documents concernant cette organisation.

Ainsi que vous pourrez le constater, Monsieur le Ministre, nos efforts auprès des autorités américaines et de l'Interpol n'ont pas abouti à un résultat positif. Je crois savoir néanmoins, que le Nigéria, le Libéria et le Ghana ont eu des expériences similaires. Si vous le permettez, je pourrais me mettre en rapport avec les autorités intéressées de ces trois pays qui pourraient peut-être, par leurs propres expériences, nous aider à trouver une solution.

Veuillez agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.

S. Habib Ahmed
Chef des Opérations Civiles
de l'ONU au Congo

Reg.

30-07

JB/rm

17 April 1963

TO : Mr. G. Cederwall
Director of Finance

FROM : James R. Brooks
Deputy Chief, Civilian Operations

SUBJECT : Mr. Hartmuth Jahn

.....

You will be pleased to know that Mr. Hartmuth Jahn is due to arrive in Leopoldville on or about 7 May as per attached memo.

2 copies
OPERATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS OPERATION
IN THE CONGO

BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

12 April 1963

TO: Mr. J. Brooks, Deputy Chief, Civilian Operations
FROM: Mr. G. Fulcheri, Civilian Operations Section
Office of Civilian Personnel
SUBJECT: Mr. Hartmuth Jahn - Customs Verificator
(Project No.39-30-07)

A handwritten signature in blue ink, appearing to read 'G. Fulcheri', is written to the right of the subject line.

For your information, we have had the following cable from Headquarters,
in respect of the above:

" 2731 Your 2306 Hartmuth Jahn Customs Verificator Departing Hamburg
6 May address as on P.11"



CABINET
DU PREMIER MINISTRE



Léopoldville, le 27 mars 1963

N° 249/BCE/63

30-07
/CAB/P. M./

BUREAU DE COORDINATION ECONOMIQUE

Objet : Agrément de candidatures.

à Monsieur le Chef des Opérations
Civiles de l'ONU au Congo

Léopoldville

Monsieur le Chef des Opérations Civiles,

Nous avons l'honneur d'accuser réception de votre lettre en date du 18 mars 1963 N° CIVOPS/EC/OIO51, soumettant à l'agrément du Gouvernement central les candidatures de

MM. TARAZI, Georges, de nationalité libanaise, au poste d'expert en douanes,

JAHN, Joachim, de nationalité allemande, au poste de vérificateur douanier,

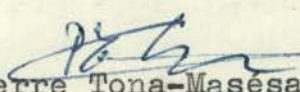
LEINER, Josef, de nationalité autrichienne, au poste d'expert en douane.

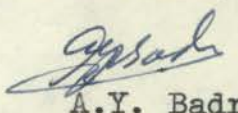
sous le projet N° 39-30-07.

Nous avons le plaisir de vous informer que l'accord du Gouvernement central a été donné concernant les nominations de MM. TARAZI, JAHN et LEINER, et nous espérons que leur recrutement sera effectué sans délai.

Veuillez agréer, Monsieur le Chef des Opérations Civiles, l'assurance de notre considération distinguée.

DIRECTION
BUREAU DE COORDINATION ECONOMIQUE


Pierre Tona-Masésa
Directeur-assistant


A.Y. Badre
Directeur

cc: Personnel
M. Nichoff

30-07

20 March

3

Headquarters, New York

Mr. Georges Abou-Khalil (our AR 30, item 1)

Civilian Operations recommend the recruitment of above candidate for the post of Customs Expert in replacement of Mr. Horst Laubereau who is not available per your cable No.1822.

Kindly, therefore, advise us if it would be in order to submit Mr. Georges Abou-Khalil's candidature to the Government since he is presently working as a teacher with the Government and his contract expires on 30 June 1963.

cc. Mr. S. Habib-Ahmed ✓
Mr. O. Niehoff.

ms

cc: Mr. Niehoff
Mr. Fulcheri
Civops Registry (2)

CIVOPS/EX/01051

le 18 mars 1963

à Monsieur le Directeur du
Bureau de Coordination économique
LEOPOLDVILLE

Objet : Agrément de candidatures

Monsieur le Directeur,

Dans le cadre de l'Assistance technique des Nations Unies à la République du Congo, j'ai l'honneur de soumettre à l'agrément du Gouvernement Central les candidatures suivantes à des postes d'experts en douanes sous le projet No.:39-30-07 :

- MM. TARAZI Georges, de nationalité libanaise
- JAHN Hartmuth, de nationalité allemande
- LEINER Josef, de nationalité autrichienne

. . . Vous trouverez ci-joint photo-copie de la lettre du ministre
des Finances, approuvant ces candidatures, ainsi que le curriculum
. . . vitae de chacun des intéressés.

Veuillez agréer, Monsieur le Directeur, l'expression de mes
sentiments distingués.

S.H. Ahmed
Chef des Opérations civiles
de l'ONU au Congo



THE FOREIGN SERVICE
OF THE
UNITED STATES OF AMERICA

American Embassy
Leopoldville
March 13, 1963

Dear Mr. Ahmed,

This is in reply to your letter to Mr. West making an inquiry about certain devices to be used in the detection of precious metals and diamonds for customs purposes. We have now received a response from the U.S. Commissioner of Customs which reads essentially:

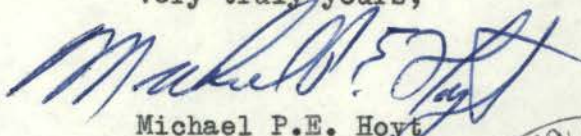
"You are advised that the Bureau of Customs is unaware of the existence of any devices which might be appropriately employed to detect precious metals and diamonds in routine inspections.

"We have used X-ray machines for the detection of metal objects in luggage and packages. Such devices are time consuming and, because of their size, are suitable only for special situations.

"X-ray and fluoroscopy is not effective in the detection of cut diamonds because their density is high enough to cause a shadow on the film or viewing screen. It may be possible that some crude stones would cause such shadows due to the composition of surface incrustations. No experiments along this line have ever been conducted by the Bureau of Customs because crude stones are free of duty and pose only a small smuggling problem in the United States."

I hope that this answers your questions, and I regret that we cannot give you a more helpful reply.

Very truly yours,


Michael P.E. Hoyt
Second Secretary

Mr. S. Habib Ahmed
Chief Civil Operations
UNOC
Leopoldville



ORGANISATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE : ONUC. LEOPOLDVILLE

UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO



Léopoldville, le 8 mars 1963

A : M. S.H. Ahmed, Chef des Opérations Civiles
De : O. Niehoff, Section douanière ONUC
Objet : Recrutement d'un expert douanier

En référence à ma lettre du 28 février 1963 relative à la candidature de M. ABOU KHALIL pour un poste d'expert douanier, et à la lettre du 6 mars du Service du Personnel adressée à vous-même et annonçant que M. LAUBEREAU, pour des raisons personnelles, renonçait au poste offert, j'ai l'honneur de vous demander de bien vouloir procéder au recrutement, dans les meilleurs délais, de M. Abou Khalil, en qualité de Vérificateur des Douanes. Ce recrutement permettra de compléter l'effectif de la Section Douanière dont le nombre d'experts est fixé à dix-sept.

La requête officielle de Monsieur le Ministre des Finances du Gouvernement Central sera entreprise dans un futur prochain.

Niehoff

c.c. M. G. Fulcheri
Personnel Officer

Miss M. Simmonds

*noted
MS/8/3/63*

RÉPUBLIQUE DU CONGO

Léopoldville, le 7 mars 1963.

CABINET
DU PREMIER MINISTRE

N° 228/BCE/63

/CAB/P. M./

BUREAU DE COORDINATION ECONOMIQUE

A Monsieur le Chef des Opérations Civiles
de l'ONU au Congo
LEOPOLDVILLEObjet : Agrément de candidature.

Monsieur le Chef des Opérations Civiles,

Nous avons l'honneur d'accuser réception de votre lettre du 27 février, portant n° CIVOPS/EX/01043, soumettant à l'agrément du Gouvernement Central, la candidature de


M. LAUBEREAU, Horst, de nationalité allemande, au poste d'expert en législation douanière, sous le projet n° 39-30-07 - Douanes.

Nous avons le plaisir de vous communiquer par la présente l'accord du Gouvernement Central sur la nomination de M. Laubereau, et nous espérons que le recrutement sera effectué sans délai.

Veuillez agréer, Monsieur le Chef des Opérations Civiles, l'assurance de notre considération distinguée.

DIRECTION
BUREAU DE COORDINATION ECONOMIQUE

Pierre Tona Maséa
Directeur-Assistant


A.Y. Badre
Directeur

cc: Ministère des Affaires Etrangères
Ministère de la Fonction Publique
Ministère des Finances



cc: Niehoff
Personnel
(candidature
withdrawn)

RÉPUBLIQUE DU CONGO

Léopoldville, le 6 mars 1963.

MINISTÈRE DES FINANCES
DIRECTION DES DOUANES

N° 33/1094 / cab / Fin 0255

Objet :
Recrutement de trois
nouveaux techniciens
douaniers.

Cl : H.4.00/100

A Monsieur S.H. AHMED
Chef des Opérations Civiles
des Nations Unies au Congo
LEOPOLDVILLE.

Monsieur le Chef des Opérations Civiles,

J'ai l'honneur de vous exposer ce qui
suit:

Le poste d'expert douanier en qualité de vérificateur à Bukavu est vacant depuis le départ de M. A. ZALLOCCO. En outre, il me revient que M. Hans DUERSELEN, inspecteur des douanes à Matadi, n'a pas l'intention de prolonger son contrat à partir du 26 mai 1963 et, enfin, un troisième expert douanier en qualité de vérificateur pour le reste du Congo est à recruter, M. A. SAMAHA ayant été désigné pour la Province du Katanga comme vérificateur.

Les raisons de service exigent que ces trois postes soient comblés le plus tôt possible par le recrutement de trois nouveaux experts douaniers en qualité de vérificateurs.

La préférence devant normalement être accordée aux candidats déjà connus, je souhaiterais retenir les noms ci-après :

M. Georges TARAZI,	Liban
M. Hans JAHN,	Hambourg (Allemagne) et
M. Joseph LEINER,	Frastanz (Autriche).

Je vous serais très reconnaissant de vouloir bien faire les démarches nécessaires auprès de votre siège de New-York, aux fins de la mise des experts désigné ci-dessus, à la disposition du Ministère des Finances du Gouvernement Central.

En vous remerciant à l'avance de votre collaboration et l'aide que vous voudrez m'apporter en ce domaine, je vous prie d'agréer, Monsieur le Chef des Opérations Civiles, l'assurance de ma très haute considération.

Le Ministre des Finances


Emmanuel BAMBA

ORGANISATION DES NATIONS UNIES
AU CONGO



UNITED NATIONS ORGANIZATION
IN THE CONGO



BOITE POSTALE 7248
LEOPOLDVILLE
REPUBLIQUE DU CONGO
CABLE: ONUC. LEOPOLDVILLE

30-07

6 March 1963

TO: Mr. S. Habib Ahmed, Chief of Civilian Operations
FROM: Gualtiero Fulcheri, Civilian Operations Section
Office of Civilian Personnel
SUBJECT: Recruitment for Customs - Project No. 39-30-07

With reference to your copy of our cable No. 1267 dated 14 February 1963, we have now received the following reply from Headquarters, New York:

"1822 Your 1267. Jahn Hartmuth and George Tarazi available and medical being arranged. Horst Laubereau not interested for personal reasons".

Handwritten signature: S. Fulcheri

*Handwritten note: noted
ms 7/3/63*

cc. Mr. O. Niehoff

file copies

30-07

7
TCC 250/6

le 28 février 1963

Monsieur le Ministre,

J'ai l'honneur de se référer à la lettre du Comité inter-ministériel Permanent (Brigade Financière) en date du 30 octobre 1962 concernant le désir d'obtenir le recrutement de six nouveaux experts douaniers OSEO en faveur de la Brigade Financière.

Permettez-moi de répondre à ce désir, en vous présentant les propositions ci-jointes pour l'amélioration de l'Administration Douanière Congolaise dans son ensemble.

Je m'appuie, pour ces propositions, sur le rapport des deux experts américains concernant l'équipement matériel de la Brigade Financière, en date du 17/10/1962, et le rapport additionnel de nos experts douaniers qui travaillent depuis longtemps dans le domaine douanier congolais et qui ont acquis une expérience pratique susceptible d'apporter une solution efficace aux problèmes essentiels qui nous préoccupent.

Monsieur le Ministre des Finances
République du Congo
Léopoldville

Mes propositions, sur la base de ces deux rapports, sont envoyées ci-jointes en annexes I et II.

Je présenterai favorablement aux Nations Unies à New York la requête soumise au Comité Interministériel Permanent ainsi que toutes les autres propositions et recommandations que vous voudrez bien accepter dans le cadre de l'exposé ci-joint, et j'apprécierai votre volonté de coopération qui consisterait à réserver votre bienveillant accord à l'intégration effective de tous les experts douaniers ONUC, déjà en place ou à venir, dans l'Administration Douanière Congolaise, avec des fonctions réelles et les pouvoirs mentionnés dans mes propositions.

Dans ce contexte, j'attire votre haute attention sur la lettre de M. F. Frasca, alors Conseiller Principal Financier d'ONUC, datée du 25 avril 1962, et adressée à Monsieur le Ministre des Finances du Gouvernement Central. Déjà à cette époque, il avait été fait état de la volonté conjointe de la Direction des Douanes et de l'Organisation des Nations Unies au Congo au sujet de l'intégration effective de tous les experts douaniers ONUC dans la structure administrative de la Douane Congolaise, en vue d'arriver à une meilleure coordination des activités des experts et d'une plus parfaite réalisation de l'objectif commun avec le consentement bienveillant du Ministre des Finances du Gouvernement Central qui avait été sollicité.

Je me permets de vous proposer cette intégration selon annexe II ci-jointe pour tous les experts douaniers ONUC déjà sur place. La même annexe contient en outre des propositions pour l'intégration des experts douaniers ONUC éventuellement à recruter dans un proche avenir. Il est entendu que les affectations proposées pourront être modifiées plus tard selon les nécessités de service du moment.

En vous remerciant à l'avance de l'attention que, j'en suis convaincu, vous ne manquerez pas d'accorder à ces questions dans

leur ensemble, je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression
de ma très haute considération.

S. B. Ahmed

Chef des Opérations Civiles
des Nations Unies au Congo

ABJIB

c.c. Monsieur le Premier Ministre
République du Congo
Leopoldville

Monsieur le Dr. A. T. Badre
Chef Economiste ONU
Leopoldville

M. G. Fichoff
Section Humaine
ONU
Leopoldville

le 20 février 1963

CHAPITRE I

PROPOSITIONS POUR L'AMÉLIORATION DE
L'ORGANISATION FINANCIÈRE CONGOLAISE

MODIFICATIONS D'ORGANISATION PROPOSÉES

1) Installation au Ministère des Finances, d'un coordinateur pour la
3. et la 6. Direction

La Direction des Douanes (3. Direction) et la Direction de la Brigade
Financière (6. Direction) seront mises sous l'autorité

d'un Coordinateur

collaborateur immédiat du Ministre des Finances et occupant un rang élevé.

Il serait directement responsable au Comité interministériel concernant
de toutes les questions concernant la Brigade Financière et, pour la 3. Direction
de douanes, aide par une importante équipe d'experts des douanes de
l'ONU. (dont on figurerait le nombre d'un commun accord). Ces experts
exerceraient tous pouvoirs de décision et disposeraient de tous les moyens
nécessaires pour faire appliquer la procédure appropriée.

Le devoir immédiat avant tout du coordinateur est de veiller, au besoin,
par modification de l'ordonnance n° 77 du 24/3/1962 portant création d'une
Brigade Financière, à ce que soit inscrite, au sein dans les attributions des
services judiciaires de la Brigade Financière, le droit d'effectuer des
contrôles et des inspections périodiques à la Douane (Contrôles, bureaux,
magasins, etc.). En effet, selon les informations reçues, le plus
souvent, les fraudes douanières et la contrebande sont pratiquées sur les
routes douanières autorisées et jusqu'aux services douaniers mêmes.

Le coordinateur est également responsable de la collaboration étroite
entre les deux directions citées ci-dessus. Le plus, il doit s'assurer que
tous les agents (y compris les sous-directeurs et inspecteurs congolais dans
la Direction des Douanes) reçoivent, tour à tour et selon un plan bien
déterminé, l'instruction et la formation nécessaires à l'accomplissement de
leurs tâches. Au même temps, il doit s'assurer aussi que des efforts sérieux

soient entreprise pour hausser le niveau moral de chaque agent, veiller ou fortifier son sentiment de responsabilité envers l'Etat et orienter son éducation vers le respect de la maison d'Etat.

En outre, le Coordinateur aura dans ses attributions la constitution et la direction :

1) d'un "Groupe Mixte" se composant de membres des ressorts compétents ayant pour tâches la refonte des tarifs des droits d'entrée et de sortie de l'ancienne colonie, selon les objectifs de la nouvelle politique économique, douanière et financière du Gouvernement Central;

2) d'un "Groupe de Travail" se composant de membres du Ministère des Finances (spécialement des deux Directions citées ci-dessus) et ayant pour tâche la refonte de la législation douanière et annexes de l'ancienne colonie, selon les objectifs de simplification et de rationalisation des procédures administratives, en faveur de l'économie et du commerce du pays.

(Selon les instructions écrites de la Direction des Douanes, nos experts douaniers ont commencé l'élaboration des avant-projets pour les trois nouveaux ouvrages législatifs.)

Enfin, le Coordinateur aura la responsabilité des cours de formation professionnelle. Ceux-ci, qui auront lieu à Léopoldville et à Katadi (comme précédemment) et éventuellement à Bukavu et à Elisabethville (à créer) doivent commencer sans retard. En effet, la formation théorique planifiée a été suspendue depuis la fin du mois d'avril 1962, la Direction des Douanes affirme ne pouvoir pourvoir aucun agent au service pratique. Toutefois, l'acclimatation au service pratique ne pourra être réalisée qu'insuffisamment et avec une lenteur extrême sans le concours d'une formation systématique. Or, avec un effectif de 640 agents (sans Katanga), il devrait, moyennant une organisation adéquate, être possible de faire libérer, à tour de rôle, 60 à 80 agents environ pour les cours de formation. La perte de travail ainsi causée serait compensée, à une époque ultérieure, par un rendement accru des agents.

Les professeurs en nombre suffisant seraient choisis parmi nos experts douaniers.

B) Direction des Douanes

1) Création/Reorganisation des services suivants à la Direction :

- a) Service de Contrôle des Douanes
- b) Service d'Inspection
- c) Service de Répression des Fraudes Douanières
- d) Service d'évaluation des Marchandises

Le personnel nécessaire au démarrage (8 à 10 agents) pourra être recruté parmi l'effectif actuel.

En ce qui concerne le Service de Contrôle des Douanes et le Service d'Inspection :

1. Recommandations spéciales

a. Zone de Leopoldville. Il est nécessaire de procéder à une réorganisation matérielle des installations portuaires. Il faut que les personnes qui arrivent au Congo ou qui en partent par la mer puissent traverser la zone réservée au contrôle douanier de telle façon qu'elles soient séparées des personnes qui doivent demeurer à l'extérieur de cette zone.

b. Port de Kinshasa. Il est nécessaire de mettre au point un programme prévoyant un contrôle par sondages effectué au hasard et portant sur dix pour cent au moins des marchandises, ainsi que la vérification des déclarations d'expédition d'après le contenu des colis.

c. Bureau des colis. Il est également nécessaire d'assurer un contrôle par sondage portant sur dix pour cent au moins des colis confiés au courrier international. Ce contrôle se devrait avoir lieu qu'au bureau central des postes à Leopoldville.

d. Aéroport de Leopoldville. Des mesures doivent être prises afin de rendre plus rapide le passage des voyageurs des lignes internationales. Il ne faut permettre aucun contact avec les voyageurs arrivant à Leopoldville avant que ceux-ci n'aient rempli les formalités de douane. Les passagers en partance de Leopoldville ne doivent avoir aucune possibilité de contact avec le public lorsqu'ils ont pénétré dans la zone de contrôle

devenir. Il ne faut pas permettre au public de se mêler aux passagers des lignes internationales au voisinage des avions, à l'arrivée ou au départ, comme cela est actuellement toléré. Les bagages doivent être soumis au contrôle par sondage systématique portant sur dix pour cent des colis. Les membres des équipages d'avions et leurs effets personnels seront soumis périodiquement à des contrôles partiels.

Les zones où sont entreposées les marchandises destinées aux échanges internationaux doivent être complètement clôturées. L'accès de ces zones doit être contrôlé de façon stricte et réservé aux seules personnes autorisées. Un service de garde devrait être assuré jour et nuit.

e. Installations portuaires. Les zones réservées à l'entreposage des marchandises du commerce international devraient être complètement clôturées. Le contrôle de l'accès de ces zones doit être strict et celles-ci doivent être réservées aux seules personnes autorisées. Un service de garde devrait être assuré jour et nuit.

f. Vitshumbi. L'importante usine de conserves de poisson située à Vitshumbi peut être soumise à une visite périodique de contrôle qui permettrait de s'assurer de l'importance des importations de sel et du calcul exact des redevances. Si cela était possible, il y aurait lieu d'évaluer le montant des redevances et amendes correspondant aux importations de sel effectuées pendant les dernière années sans déclaration.

2. Recommandations générales

a. Contrôle des véhicules. Un contrôle rigide devrait être institué à l'entrée et à la sortie des véhicules. Il faudrait délivrer des permis d'entrée indiquant le numéro d'immatriculation, le propriétaire et le conducteur. Le permis serait restitué au départ du Congo pour les véhicules sous immatriculation étrangère; pour ce qui est des véhicules congolais, le permis serait rendu à la rentrée du véhicule au Congo.

-3-

Les véhicules enregistrés à l'étranger et utilisés principalement au Congo devraient être soumis aux droits d'importation habituels, à moins qu'ils ne soient spécialement exemptés par l'effet d'une loi ou d'un accord entre pays.

b. Exportations et importations illicites. Pour prévenir les infractions, il faudrait procéder à un contrôle strict sur les personnes, les véhicules, les bateaux et les avions à l'arrivée et au départ. Cette mesure est particulièrement souhaitable dans les petits postes frontalières de douane.

c. Uniformes. Les douaniers n'ayant pas de fonctions administratives devraient porter l'uniforme.

d. Vérification. La vérification du contenu des colis sur la base de la licence d'exportation doit être effectuée au moment de l'exportation.

En ce qui concerne les marchandises importées, il faudrait que l'un des fonctionnaires principaux des douanes effectue une deuxième vérification par sondage.

e. Barrières et postes. Le contrôle doit être exercé avec diligence et efficacité afin d'éviter d'imposer aux voyageurs des retards inutiles. Cette recommandation doit être appliquée tout particulièrement aux ports d'entrée secondaires.

f. Attraction des locaux. Etant donné que les visiteurs obtiennent leur première impression du Congo en passant les douanes, des efforts devraient tendre à améliorer et entretenir l'apparence de ces bureaux.

g. Infractions de peu de gravité. Les cas d'infraction mineure à la réglementation douanière devraient être réglés à l'échelon du contrôleur des douanes, sous réserve de l'approbation ultérieure du Directeur des douanes. Ceci permettrait de réduire le volume de travail

-6-

déjà considérable qui incombe au Directeur et permettrait d'arriver à un règlement efficace et plus satisfaisant de chaque affaire.

h. Licences. Les douaniers ne devraient pas accepter le passage de marchandises soumises aux exigences de la licence tant qu'il ne leur est pas présenté une licence en cours de validité et dans la forme requise. Les marchandises devraient alors être vérifiées compte tenu de la licence.

i. Usage de la radio. Des transmissions officielles devraient pouvoir être effectuées par le système de radio de la Brigade Financière afin de remédier au grand retard dans la transmission de correspondance officielle entre les divers bureaux de douane éloignés et le Bureau de Douane central.

En ce qui concerne le Service de répression des fraudes douanières, pour mettre fin aux fraudes douanières dans les importations et exportations le personnel douanier qualifié doit se saisir des marchandises introduites ou en partance contrairement aux règlements, et sous peine de mesures disciplinaires, doit signaler toute infraction douanière. Aucune intervention extérieure ne doit être sanctionnée en faveur d'un fonctionnaire d'un gouvernement étranger enfreignant les règlements douaniers.

Toutes irrégularités doivent être punies de sanctions réglementaires sévères. Les règles de conduite mentionnées ci-haut exigeraient le renvoi de tout employé fautif. En outre, un contrôle serré des armes à feu doit exister, et -- pour contrecarrer le favoritisme tribal dans l'application des règlements douaniers -- aucun fonctionnaire de surveillance ne doit être membre d'une tribu indigène de la région de son affectation.

Le personnel des douanes dans les provinces doit être employé directement par le Gouvernement central qui devrait entretenir un contrôle sévère des opérations de douane, et prendre des mesures contre tout

fonctionnaire provincial se mêlant des redevances des impôts d'importation et d'exportation.

Le contrôle de licences d'importation et d'exportation dans diverses villes et par diverses banques donne lieu à des fraudes. Etant donné que ces licences sont un instrument pour le passage des marchandises par le Bureau des Douanes, il est recommandé que la Brigade financière reçoive pleins pouvoirs pour mener des enquêtes sur leur octroi, leur utilisation et falsification.

Aucune disposition n'existe pour mener des enquêtes sur le personnel soupçonné de négligence, sur les références de personnalité des candidats et sur le fonctionnement général des douanes.

La Police financière devrait être habilitée à mener les enquêtes voulues au sujet des engagements au devoir dont se rendent coupables les membres de personnel du Bureau des Douanes et de la Brigade financière, sur les compétences et aptitudes des candidats et sur les faits au sujet desquels les directeurs du Bureau des Douanes et de la Brigade financière ont demandé à la Police financière de faire des recherches.

Un système efficace devrait être établi au Bureau des Douanes pour accorder des récompenses pour renseignements fournis. Ces crédits devraient être mis à la disposition de la Brigade financière, à l'échelon régional, pour que les informateurs puissent être récompensés sans délai. Le Directeur régional devrait être responsable de la comptabilité et des déboursments correspondants. Ces comptes devraient être vérifiés régulièrement, mais sans préavis, par ses supérieurs.

Les jours de paie bi-mensuels et réguliers agiraient comme contregarde contre la corruption.

Il est recommandé que les règlements départementaux contiennent des règles de conduite interdisant le personnel de s'occuper activement de politique, mais excepter le droit de vote et l'expression d'opinions; entrer en grève contre le gouvernement; recevoir ou demander des pots-de-vin; entreprendre des activités commerciales extérieures sans autorisation préalable; consommer des spiritueux lorsqu'il est de service; altérer les documents dont il a la garde; utiliser les engagements fournis par le gouvernement dans

des buts non officiels; révéler des informations officielles sans autorisation spéciale; être l'objet de nominations ou avancements autres que ceux ayant pour base la valeur et la capacité individuelle; émettre des déclarations fallacieuses ou trompeuses sur des questions de nature officielle; se conduire d'une façon pouvant donner lieu à une publicité adverse.

En ce qui concerne le Service d'évaluation des marchandises, le Bureau des Douanes ne comprend pas un service d'évaluation chargé de déterminer quelle est la valeur actuelle et réelle des marchandises. D'une façon générale, les droits et taxes sont perçus sur la base de la valeur déclarée ou portée sur la facture, ce qui a pour conséquence des pertes considérables de recettes. Il est recommandé donc la création d'un bureau placé sous la direction du Directeur des Douanes et chargé de diffuser dans les services du Bureau des Douanes des renseignements sur la valeur et classification actuelles de ces marchandises.

2) Augmentation de l'effectif du personnel congolais de

- 2 vérificateurs
- 3 rédacteurs
- 23 commis

pour la nouvelle frontière douanière du Burundi et du Rwanda et pour l'Administration des Accises.

3) Augmentation de l'effectif du personnel des experts douaniers étrangers de

- 25 vérificateurs/inspecteurs

Compte tenu du fait que l'effectif des fonctionnaires belges avant l'Indépendance se composait de 109 agents et qu'actuellement il n'y a à la disposition de la Direction que 6 experts douaniers belges et (sans fonction réelle) 15 experts douaniers ONUC, il nous semble justifié d'essayer d'obtenir l'aide supplémentaire en techniciens citée ci-dessus.

Ces experts pourraient être répartis de la manière suivante :

- 1 expert pour chacun des six Contrôles actuellement existants pour les contre-vérifications et inspections permanentes,

ainsi que pour la réalisation d'une collaboration
étroite avec les postes locaux de la Brigade
Financière;

1 à 4 experts aux postes douaniers de la frontière
les plus importants, ainsi qu'à Leopoldville et
Kinshasa, essentiellement comme vérificateurs.

6) Brigade Financière

L'ordonnance N° 77 du 24/3/1962 portant création d'une Brigade
Financière prévoit que le recrutement du personnel pour cette institution
se fera, pour les "Gardes-Frontalières" par l'A.E.C. et pour la "Police-
Financière" par la "Sécurité Nationale" notamment.

Jusqu'à ce jour, les ressorts compétents n'ont mis aucun fonctionnaire
à la disposition de la Brigade Financière, à l'exception d'un major
"Commandant des Gardes-Frontalières" qui a été détaché par l'A.E.C. et qui est
pratiquement sans travail réel.

La Brigade Financière doit être dirigée par un Directeur détenant une
connaissance approfondie des lois et règlements de douane et une connaissance
opérationnelle des fonctions impliquées dans le fonctionnement d'une police.
Il est recommandé qu'un Directeur adjoint chargé de la Direction générale
des Gardes-Frontalières soit nommé, et de préférence un ancien officier
militaire qui serait réaffecté au service civil. La Police-Financière
devrait être dirigée par un Directeur adjoint, de préférence un officier de
police de carrière recruté dans l'échelon supérieur de la Sûreté. Les deux
adjoints seraient directement responsables au Directeur de la Brigade
Financière.

1) Effectif du personnel envisagé

Les experts douaniers américains ont proposé une effectif suivante,
avec une répartition organique et régionale acceptable, sauf quelques
modifications de peu d'importance:

a) "Gardes-Frontalières" -- 143 agents (A.E.C.)

Le recrutement des Gardes-Frontalières doit tenir compte du fait que les
postes à pourvoir relèvent d'une organisation de caractère entièrement civil